

L'ambition en matière d'éducation au changement climatique à l'heure du bilan

Une analyse des Contributions déterminées au niveau national (CDN) mises à jour soumises à la CCNUCC et des stratégies nationales d'apprentissage sur le changement climatique (SNACC)

Christina Kwauk

Octobre 2022 (version mise à jour)



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale

A propos de l'autrice :

Christina Kwauk

est une sociologue et analyste politique spécialisée dans l'éducation des filles, les compétences au XXI^e siècle et l'autonomisation des jeunes, le sport au service du développement et les intersections entre le genre, l'éducation et le changement climatique. Elle est coéditrice de l'ouvrage *Curriculum and Learning for Climate Action: Toward an SDG 4.7 Roadmap for Systems Change* et autrice de *What Works in Girls' Education: Evidence for the World's Best Investment*. Elle a publié de nombreux documents politiques, dont *The new green learning agenda: Approaches to quality education for climate empowerment*. Christina est conseillère en éducation et directrice de recherche chez Unbounded Associates.

Internationale de l'Éducation (IE)

L'Internationale de l'Éducation représente les organisations d'enseignant·e·s et d'employé·e·s de l'éducation à travers le monde. Il s'agit de la plus grande fédération syndicale mondiale, représentant trente millions d'employé·e·s de l'éducation par le biais de quatre cents organisations réparties dans cent soixante-dix pays et territoires à travers le monde. L'Internationale de l'Éducation regroupe tou·te·s les enseignant·e·s et employé·e·s de l'éducation.

Recherche de
l'Internationale
de l'Éducation

L'ambition en matière d'éducation au changement climatique à l'heure du bilan

Une analyse des Contributions déterminées au niveau national (CDN) mises à jour soumises à la CCNUCC et des stratégies nationales d'apprentissage sur le changement climatique (SNACC)

Christina Kwauk

Octobre 2022 (version mise à jour)



Ce travail est sous licence [Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/).
(CC BY-NC-SA 4.0)

Photo de couverture: Education International

Publié par l'Internationale de l'Éducation - Mai 2022
ISBN 978-92-95120-43-3 (PDF)

Table des matières

Avant-propos	3
Manifeste de l'Internationale de l'Éducation pour une éducation au changement climatique de qualité pour tou-te-s	4
Méthodologie	6
Liste des mesures et des indicateurs	6
Calcul	8
Méthodes d'analyse	9
Principaux résultats (CDN)	11
Contributions déterminées au niveau national (CDN)	11
Globalement, sur la base des scores réels : aucun pays n'a donné satisfaction	14
Sur une courbe de notation composée de 42 points, seuls 33 pays ont obtenu un score satisfaisant	14
Relevé des mesures au niveau national : quels résultats ?	17
Education	24
L'Éducation au changement climatique (ECC)	24
Enseignant-e-s et élèves	25
CDN : quelle place pour les enfants et les jeunes dans le contexte du changement climatique ?	26
Genre	27
CDN : la place des filles face au changement climatique	28
Principales tendances (CDN)	29
Points clés (CDN)	31
Principaux Résultats (SNACC)	32
Stratégies Nationales d'Apprentissage sur le Changement Climatique (SNACC)	32
Globalement, sur la base des scores réels, les stratégies nationales d'apprentissage sur le changement climatique ne sont pas à la hauteur	33
Scores rapportés sur une courbe de notation à 28 points	33
Relevé des mesures au niveau national : quels résultats ?	34
Points clés (SNACC)	36
Études de cas	37
Cambodge	37
République dominicaine	39
Cap-Vert	42
Îles Marshall	44
Jordanie	46
Mauritanie	48
Conclusions et recommandations	51
Conclusions	51
Recommandations	52
Limitations	53
Annexe. Liste des documents consultés	54



Avant-propos

Dans la course contre la montre pour lutter contre la crise climatique, l'éducation jouera un rôle essentiel. L'éducation au climat a le pouvoir de préparer les élèves à la transition mondiale vers une économie à faible émission de carbone, mais aussi celui de faire évoluer les mentalités vers des modes de vie durables. Raison pour laquelle l'action mondiale pour le climat aura besoin de l'appui du secteur de l'éducation. Pour l'heure, hélas, la plupart des gouvernements ne reconnaissent pas l'importance de l'éducation au climat dans leurs plans d'action.

Cette étude, inscrite dans le cadre de la campagne de l'Internationale de l'Éducation Enseigner pour la planète, examine 140 Contributions déterminées au niveau national (CDN) et 10 Stratégies nationales d'apprentissage sur les changements climatiques (SNACC) – nouvelles ou actualisées – en vue de dresser un bilan des engagements qui ont été pris pour l'éducation au climat dans le cadre des politiques climatiques actuelles. À ce jour, seuls quelques pays ont présenté leurs plans pour intégrer un programme d'éducation au climat obligatoire dans leur système d'enseignement formel.

Cette étude évalue également les plans pour l'éducation au climat en regard des normes pour l'inclusion, du renforcement des systèmes et de la justice climatique, entre autres. Peu de plans nationaux pour le climat comprennent des engagements en faveur de l'éducation qui s'alignent sur les principes énoncés dans le Manifeste de l'Internationale de l'Éducation pour une éducation au changement climatique de qualité pour tou·te·s.

Globalement, l'étude constate que les ambitions en faveur de l'éducation au changement climatique restent faibles. Les gouvernements doivent de toute urgence renforcer leurs efforts pour offrir une éducation au climat de qualité à l'ensemble des élèves. Le personnel enseignant est prêt à jouer son rôle et doit être reconnu comme un acteur essentiel dans l'élaboration des politiques climatiques.



David Edwards
Secrétaire général,
Internationale de l'Éducation



Manifeste¹ de l'Internationale de l'Éducation pour une éducation au changement climatique de qualité pour tou·te·s

Le changement climatique est la plus grande menace existentielle de notre temps. Les populations les plus vulnérables (notamment les filles et les femmes, les peuples autochtones et les petits États insulaires en voie de développement) sont les premières et les plus sévèrement affectées par les effets du changement climatique. Celui-ci amplifie les inégalités et multiplie les injustices, appelant des solutions systémiques qui s'attaquent aux vulnérabilités sous-jacentes et croisées.

Pour faire face à la crise climatique, les gouvernements ont surtout consacré leurs efforts à combler l'écart en matière d'émissions (autrement dit, la différence entre le niveau d'émissions de gaz à effet de serre prévu dans le scénario d'un "statu quo" et le niveau d'émissions permettant de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5°C). Cependant, peu d'attention est accordée à réduire l'écart en matière d'éducation, c'est-à-dire la différence entre le niveau de nos connaissances, de nos compétences et de nos attitudes à l'égard du changement climatique, de l'action climatique et de la justice climatique dans le cadre d'une "éducation normale" et le niveau dont nous avons besoin pour transformer la société afin de rendre le monde durable, juste et équitable.

Comblé le retard en matière d'émissions dépendra de notre capacité à combler le retard en matière d'éducation. Pour cela, il faudra transformer la façon dont nous enseignons, afin que l'éducation puisse être le moteur de l'évolution des mentalités, de l'adaptation des comportements et des changements systémiques nécessaires pour accompagner la transformation sociale.

Le *Manifeste de l'Internationale de l'Éducation pour une éducation au changement climatique de qualité pour toute et tous* définit cinq piliers permettant de rendre cette transformation possible:

- 1.** Les gouvernements doivent garantir une éducation de qualité au changement climatique (ECC) pour tou·te·s.

1 <https://www.ei-ie.org/fr/item/24244:education-international-manifesto-on-quality-climate-change-education-for-all>

- 2.** Au terme du parcours scolaire, chaque élève doit avoir reçu une éducation au climat et acquis les connaissances et les compétences qui lui permettront de lutter contre le changement climatique, de s'adapter aux incertitudes et de participer à l'édification d'un monde viable.
- 3.** L'éducation de qualité au changement climatique doit s'appuyer sur la science et tenir compte des dimensions éthique, culturelle, politique, sociale et économique du changement climatique.
- 4.** Former et soutenir les enseignant·e·s afin de pouvoir offrir une éducation de qualité au changement climatique.
- 5.** Transformer les écoles et les environnements d'apprentissage pour promouvoir une éducation de qualité au changement climatique.

Les pays exploitent-ils le potentiel de transformation de l'éducation dans leurs stratégies climatiques ?



Méthodologie

Pour ce faire, nous avons établi des fiches de notation basées sur le Manifeste de l'IE afin d'évaluer les ambitions des pays en matière d'éducation au changement climatique (ECC).

Nous avons identifié 6 paramètres et 31 indicateurs permettant d'analyser et d'évaluer les politiques nationales.

Liste des mesures et des indicateurs

Mesure 1: Ambition de la politique

Indicateurs (3):

- La politique inclut-elle une disposition relative à l'ECC ?
- La provision est-elle assortie d'un calendrier défini ?
- Existe-t-il des dispositions pour le suivi et l'évaluation de l'ECC ?

Mesure 2: Généralisation (degré d'intégration)

Indicateurs (3):

- La politique prévoit-elle que l'ECC soit proposée à tous les niveaux d'enseignement ?
- Le pays confère-t-il un caractère obligatoire à l'ECC ?
- La politique appelle-t-elle à intégrer l'ECC dans toutes les matières ?

Mesure 3: Inclusion (des parties prenantes clés et pertinentes)

Indicateurs (3):

- La disposition renvoie-t-elle aux syndicats de l'éducation et aux organisations étudiantes ?
- La disposition renvoie-t-elle à des populations vulnérables d'élèves, y compris les groupes autochtones, les filles et les garçons non scolarisés, les communautés pauvres, les personnes handicapées, les personnes de couleur, les femmes, les filles, et les enfants ?
- La politique prévoit-elle l'engagement des élèves dans l'écologisation du système éducatif ?

Mesure 4: Qualité de l'éducation au changement climatique

Indicateurs (8):

- La politique offre-t-elle des voies menant à de futures carrières dans une économie verte ?
- La politique appelle-t-elle à une ECC tenant compte des considérations de genre ?
- La politique appelle-t-elle à une ECC adoptant une approche intersectionnelle ?
- La politique appelle-t-elle à une ECC fondée sur la science ?
- La politique renvoie-t-elle à une ECC qui encourage des capacités spécifiques, génériques et transformatrices ?
- La politique renvoie-t-elle à une ECC qui encourage l'engagement civique ?
- La politique renvoie-t-elle à une ECC qui encourage la sensibilisation à la justice climatique ?
- La politique renvoie-t-elle à une ECC qui encourage l'action climatique ?

Mesure 5: Justice climatique

Indicateurs (4):

- La politique renvoie-t-elle à la justice climatique ?
- La CDN protège-t-elle le droit des enfants à l'éducation, en particulier dans le contexte des catastrophes et perturbations liées au climat ?
- La politique reconnaît-elle que le changement climatique exerce des répercussions distinctes sur les différents groupes ?
- La politique encourage-t-elle la diversité, l'équité et l'inclusion des cultures, des connaissances, des épistémologies et d'autres façons de savoir et d'être ?

Mesure 6: Renforcement du système

Indicateurs (9):

- La politique renvoie-t-elle au financement national du système d'enseignement public ?
- La politique renvoie-t-elle à la coopération internationale [y compris l'aide publique au développement (APD) et le libre accès aux ressources, le renforcement des capacités, l'assistance technique] pour aider à renforcer le système éducatif dans le contexte du changement climatique ?

- La politique appelle-t-elle à la recherche pour appuyer et renforcer la base scientifique sur le changement climatique (à des fins de renforcement de l'ECC) ?
- La politique appelle-t-elle au soutien des besoins des enseignant·e·s en matière d'ECC par le développement professionnel ?
- La politique appelle-t-elle à l'autonomie professionnelle et aux libertés académiques des enseignant·e·s ?
- La politique prévoit-elle la fourniture de supports d'enseignement et d'apprentissage de qualité aux fins de l'ECC ?
- La politique appelle-t-elle à des infrastructures éducatives sûres, résilientes et à l'épreuve du changement climatique ?
- La politique prévoit-elle l'écologisation de l'infrastructure scolaire ?
- La politique appelle-t-elle à soutenir la main-d'œuvre éducative pour lui permettre de participer pleinement à l'écologisation du système éducatif ?

Calcul

Bilan - Comment la note a-t-elle été établie ?

1. Une note est attribuée à la politique pour chaque indicateur (1,0).
2. Un sous-total des scores des indicateurs est établi pour chaque mesure (nb).
3. La moyenne des mesures est ensuite calculée afin de produire le score final (%).
4. Le score final est converti sous forme de note alphabétique (A,B,C,D,F).
 - A** résultat supérieur ou égal à 90%;
 - B** résultat supérieur ou égal à 80%;
 - C** résultat supérieur ou égal à 70%;
 - D** résultat supérieur ou égal à 60%; et
 - F** résultat inférieur à 60%.
5. Un résultat de 59 % ou moins est considéré comme insatisfaisant (**F**)

Documents analysés

Contributions déterminées au niveau national (CDN)

- Les CDN sont des plans d'action nationaux pour le climat visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter au changement climatique.
- 140 CDN mises à jour, révisées ou nouvelles soumises à la CCNUCC, au 13 octobre 2022, ont été incluses dans cette analyse.

Stratégies nationales d'apprentissage sur le changement climatique (SNACC)

- Les SNACC sont des stratégies nationales qui ont pour but de répondre aux besoins d'apprentissage et de développement des compétences en matière de changement climatique dans les secteurs clés liés au climat et de renforcer les systèmes d'éducation et de formation afin d'offrir ces possibilités d'apprentissage à l'ensemble des parties prenantes.
- 10 SNACC accessibles au public, en date du 30 juillet 2021, ont été intégrées dans la présente analyse.

Méthodes d'analyse

L'objectif principal de cette étude était d'identifier dans quelle mesure et comment les CDN et les SNACC des pays abordent l'éducation à l'action climatique. À cette fin, nous avons effectué une analyse de contenu pour chaque document de politique, en commençant par une recherche dans les textes de mots clés et en enregistrant la fréquence de ces références en fonction de groupes de mots clés. Nous avons ensuite procédé à une analyse qualitative du texte, en accordant une attention particulière à la nature et au contexte dans lequel les mots clés étaient utilisés.

Nous avons utilisé le traducteur en ligne "DeepL" pour faciliter l'analyse des CDN et SNACC qui n'étaient pas rédigés en anglais.

Recherche textuelle de mots clés (fréquence)

éducation, formation, compétences, enseignant·e·s, enfants/jeunes, égalité des genres, équité intergénérationnelle/génération futures, justice climatique



Un deuxième axe d'investigation consistait à comprendre si le traitement par les pays de l'éducation à l'action climatique répond aux questions sous-jacentes d'équité, d'impartialité et de justice. Pour ce faire, nous avons analysé les données en fonction de certaines caractéristiques nationales afin d'identifier les tendances, les lacunes et les perspectives analytiques supplémentaires au sein des CDN et des SNACC.

Principaux résultats (CDN)

Contributions déterminées au niveau national (CDN)

L'année 2020 a marqué le 5e anniversaire de l'Accord de Paris et une étape clé pour ses signataires : la fin de son premier cycle de 5 ans. Les parties signataires de l'Accord devaient soumettre des CDN actualisées, révisées ou entièrement nouvelles avant la 26e réunion de la Conférence des parties à Glasgow, qui a été reportée à 2021 en raison de la pandémie de COVID-19.

Au 13 octobre 2022, 166 parties avaient soumis leurs CDN mises à jour au Secrétariat de la CCNUCC - celles-ci ont toutes été prises en compte dans cette analyse.

Tableau 01. Liste des pays, par région, ayant soumis officiellement leur document CDN en date du 13 octobre 2022

Asie centrale et du Sud	<u>Bangladesh</u> (actualisé)	<u>Népal</u>
	<u>Bhoutan</u>	<u>Pakistan</u>
	<u>Inde*</u>	<u>Tadjikistan</u>
	<u>Kyrgyzstan</u> (actualisé)	<u>Ouzbékistan</u>
	<u>Maldives</u>	<u>Sri Lanka</u>
Europe et Amérique du Nord	<u>Albanie</u>	<u>Norvège</u>
	<u>Andorre</u>	<u>Moldavie</u>
	<u>Biélorussie</u>	<u>Macédoine du Nord</u>
	<u>Bosnie Herzégovine</u>	<u>Russie</u>
	<u>Canada</u>	<u>Serbie*</u>
	<u>Union Européenne</u>	<u>Suisse</u> (actualisé)
	<u>Islande</u>	<u>Ukraine</u>
	<u>Monaco</u>	<u>Royaume-Uni</u> (actualisé)
	<u>Monténégro</u>	<u>États-Unis</u>



Asie de l'Est et du Sud-Est

Brunei Darussalam

Cambodge

Chine

Corée du Nord

Indonésie (actualisé)

Japon (actualisé)

Malaysie

Mongolie

Birmanie

Laos

Philippines

Corée du Sud (actualisé)

Singapour

Thaïlande

Viêtnam

Amérique latine et Caraïbes

Antigua et Barbuda

Argentine

Barbade

Belize

Bolivie

Brésil (actualisé)

Chili

Colombie

Costa Rica

Cuba

Dominique*

République Dominicaine

El Salvador

Grenade

Guatemala (actualisé)

Haiti*

Honduras

Jamaïque

Mexique

Nicaragua

Panama

Paraguay

Pérou

Saint-Christophe-et-Niévès

Sainte Lucie

Suriname

Venezuela

Océanie

Australie (actualisé)

Fidji

Nauru

Nouvelle- Zélande (actualisé)

Papouasie- Nouvelle- Guinée

Îles Marshall

Samoa

Îles Salomon

Tonga

Vanuatu (actualisé)

Afrique du Nord et Asie de l'Ouest	<u>Arménie</u>	<u>Maroc</u>
	<u>Bahreïn</u>	<u>Oman</u>
	<u>Egypte*</u>	<u>Palestine</u>
	<u>Géorgie</u>	<u>Qatar</u>
	<u>Irak</u>	<u>Arabie saoudite</u>
	<u>Israël</u>	<u>Tunisie</u>
	<u>Jordanie</u>	<u>Turquie</u>
	<u>Koweït</u>	<u>Émirats Arabes Unis (actualisé)</u>
	<u>Liban</u>	
	Afrique subsaharienne	<u>Angola</u>
<u>Bénin</u>		<u>Mauritanie</u>
<u>Burkina Faso</u>		<u>Maurice</u>
<u>Burundi</u>		<u>Mozambique</u>
<u>Cap-Vert</u>		<u>Namibie</u>
<u>Cameroun</u>		<u>Niger</u>
<u>République centrafricaine</u>		<u>Nigeria (actualisé)</u>
<u>Tchad</u>		<u>Rwanda</u>
<u>Comores</u>		<u>Sao Tomé-et-Principe</u>
<u>République du Congo</u>		<u>Sénégal</u>
<u>République Démocratique du Congo</u>		<u>Les Seychelles</u>
<u>Côte d'Ivoire*</u>		<u>Sierra Leone</u>
<u>Éthiopie</u>		<u>Somalie</u>
<u>Eswatini</u>		<u>Afrique du Sud</u>
<u>Gabon*</u>		<u>Soudan du Sud (actualisé)</u>
<u>Gambie</u>		<u>Soudan</u>
<u>Ghana</u>		<u>Tanzanie</u>
<u>Guinée</u>		<u>Togo</u>
<u>Guinée Bissau</u>		<u>Ouganda (actualisé)</u>
<u>Kenya</u>		<u>Zambie (actualisé)</u>
<u>Libéria</u>		<u>Zimbabwe</u>
<u>Malawi</u>		

Note: en date du 13 octobre 2022 (N=140)

Globalement, sur la base des scores réels : aucun pays n'a donné satisfaction²

Pays ayant obtenu le score réel le plus élevé :

1. Cambodge (58%)
2. République dominicaine (51%)
3. Colombie (50%)
4. Vanuatu (50%)

Sur une courbe de notation composée de 42 points, seuls 33 pays ont obtenu un score satisfaisant³

Mais, comme tout enseignant ou enseignante de bonne volonté le ferait après avoir vu tous ses élèves échouer à un test important, nous avons modifié la note de chacun. Nous avons ajouté 42 points de pourcentage - soit la différence entre 100% et le score brut le plus élevé (Cambodge, 58%) - au score moyen de chacun.

Si cela a permis d'améliorer le score global de chaque CDN, les résultats restent alarmants.

Tableau 02. Liste des 33 pays ayant "réussi" sur la courbe de 42 points.

Plages de résultat	Pays
A (90-100%)	1. Cambodge
	2. République Dominicaine
	3. Colombie
	4. Vanuatu*
	5. Argentine
B (80-89%)	6. Cap-Vert
	7. Gambie
	8. Royaume-Uni*
	9. Vénézuéla
	10. Birmanie
	11. Costa-Rica
	12. Jordanie

2 Un score de 59 % ou moins est considéré comme insuffisant

3 42 points de pourcentage ont été ajoutés à toutes les notes. Un score de 59 % ou moins est considéré comme insuffisant

Plages de résultat	Pays	
C (70-79%)	13. Antigua-et-Barbuda	
	14. Îles Marshall	
	15. Ouganda*	
	16. Salvador	
	17. Pakistan	
	18. Qatar	
	19. Sainte-Lucie	
	20. Bolivie	
	21. Soudan du Sud	
	22. Eswatini	
	23. Tunisie	
	D (60-69%)	24. Tchad
		25. Nauru
26. République démocratique du Congo		
27. République centrafricaine		
28. Cameroun		
29. Seychelles		
30. Sierra Léone		
31. Mauritanie		
32. Chine		
33. Mexique		

* suite à la mise à jour du 13 octobre 2022

Tableau 03. Distribution régionale des résultats

	Nombre de CDN soumises (30/09/21)	Pays ayant obtenu la note A, B, C ou D dans le cadre de l'évaluation de l'ambition de l'IE en matière d'ECC (courbe de 42 points)			
		A	B	C	D
Asie centrale et du Sud	6		Birmanie		Kirghizistan Pakistan
Europe et Amérique du Nord	14		Royaume-Uni		
Asie de l'Est et du Sud-Est	14	Cambodge			Chine
Amérique latine et Caraïbes	21	Argentine Colombie République Dominicaine	Costa Rica Venezuela	Antigua et Barbuda	Bolivie El Salvador Mexique Sainte-Lucie
Océania	9	Vanuatu		Îles Marshall	Nauru
Northern Africa and Western Asia	8		Jordanie		Qatar Tunisie
Sub-Saharan Africa	23		Cap-Vert Gambie	Ouganda	Cameroun République centrafricaine Tchad République Démocratique du Congo Eswatini Mauritanie Les Seychelles Sierra Leone Soudan du Sud

Distribution des résultats en centiles:

Au-dessus du 90^e centile	Cambodge, République Dominicaine, Colombie, Vanuatu, Argentine, Cap-Vert, Gambie, Royaume-Uni, Venezuela, Birmanie, Costa Rica, Jordanie, Antigua et Barbuda, Marshall Islands
Au-dessus du 80^e centile	Ouganda, El Salvador, Pakistan, Qatar, Sainte Lucie, Bolivie, Eswatini, Soudan du Sud, Tunisie, Tchad, Nauru, République démocratique du Congo, République centrafricaine
Au-dessus du 70^e centile	Cameroun, Les Seychelles, Sierra Leone, Mauritanie, Chine, Mexique, Indonésie, Libéria, Moldavie, Dominique, Bénin, Paraguay
Au-dessus du 60^e centile	Géorgie, Kirghizistan, Maurice, Tadjikistan, Comores, Égypte, Guatemala, Nigéria, Namibie, Saint-Christophe-et-Niévès, Burundi, Honduras, Togo

Relevé des mesures au niveau national : quels résultats ?

Ambition de la politique	Seuls 4 pays ont satisfait aux 3 indicateurs (Cambodge, Colombie, République centrafricaine, Vanuatu). 4 pays mentionnent le suivi et l'évaluation de l'ECC.
Généralisation	Aucune CDN ne mentionne un caractère obligatoire de l'ECC. 4 pays mentionnent l'enseignement de l'ECC à travers toutes les matières et à tous les niveaux d'enseignement (Cambodge, République dominicaine, Gambie et Îles Marshall)
Inclusion	80 CDN les mieux notées renvoient à des populations vulnérables, comme les filles et les femmes. 4 CDN mentionnent le rôle des élèves dans l'écologisation du système éducatif (Sainte-Lucie, Pakistan, Qatar, Emirats Arabes Unis). Aucune CDN ne mentionne les syndicats d'enseignants ou la consultation des enseignant-e-s dans les discussions des parties prenantes consultées lors de l'élaboration de la stratégie.

Qualité de l'éducation au changement climatique

5 CDN appellent à une ECC basée sur la science (Chine, Nauru, Palestine, Ouganda, Royaume-Uni).

5 CDN appellent à une ECC qui encourage l'engagement civique (Argentine, Bolivie, Qatar, Royaume-Uni, Venezuela).

9 CDN appellent à une ECC qui stimule l'action climatique (Argentine, Chine, Jordanie, Nauru, Qatar, Tchad, Royaume-Uni, Vanuatu, Venezuela).

3 CDN appellent à une ECC favorisant la justice climatique (Argentine, Colombie, Costa Rica).

7 CDN appellent à une ECC tenant compte des considérations de genre (Colombie, Dominique, République dominicaine, El Salvador, Honduras, Seychelles, Tunisie).

2 CDN appellent à une approche intersectionnelle de l'éducation au changement climatique (Colombie, République dominicaine).

19 CDN appellent à l'éducation et à la formation pour mener à des carrières dans l'économie verte (Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Cap-Vert, Cambodge, Cameroun, Colombie, Costa Rica, Egypte, Jordanie, Namibie, Nigeria, Sierra Leone, Soudan du Sud, Saint-Christophe-et-Niévès, Tunisie, Royaume-Uni, Émirats arabes unis).

Justice climatique

Tandis que 72 CDN reconnaissent que les groupes vulnérables, comme les filles et les femmes, sont affectés différemment par le changement climatique, seules 13 CDN mentionnent la justice climatique.

Seules 5 CDN reconnaissent le droit des enfants à l'éducation, mais pas toujours dans le contexte des catastrophes et perturbations liées au climat.

18 CDN reconnaissent diverses façons de savoir et d'être, y compris les connaissances autochtones.

Renforcement des systèmes

Tandis que 9 CDN soulignent l'importance de la coopération internationale en vue de soutenir les possibilités d'éducation et de formation, seules 2 CDN précisent la nécessité d'un financement accru du système éducatif (Andorre, Argentine, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, Cap-Vert, Cambodge*, Costa Rica, Gambie, Myanmar*).

Tandis que 13 CDN soulignent le besoin de formation des enseignant-e-s, une seule revendique des possibilités de développement professionnel répondant aux besoins des enseignant-e-s (Argentine, Cabo Verde, Cambodge, Dominique, République dominicaine*, El Salvador, Gambie, Îles Marshall, Myanmar, Qatar, Thaïlande, Venezuela).

16 CDN expriment la nécessité de rendre les infrastructures éducatives plus écologiques et plus résilientes à l'épreuve du changement climatique (Antigua-et-Barbuda, Burundi, Cambodge, Chine, Colombie, République Démocratique du Congo, République dominicaine, Jordanie, Mauritanie, Arabie Saoudite, Sainte-Lucie, Qatar, Togo, Ukraine, Ouganda, Vanuatu).

Tableau 04. Scores globaux et détaillés par pays

Rang	Pays	Score global (courbe de 42 pts)	Score global pur	Ambition de la politique	Généralisation	Inclusion	Qualité de l'éducation au changement climatique	Justice climatique	Renforcement des systèmes
1	Cambodge	1.00	0.58	1.00	0.67	0.33	0.25	0.50	0.70
2	République dominicaine	0.93	0.51	0.67	0.67	0.33	0.38	0.50	0.50
3	Colombie	0.92	0.50	1.00	0.33	0.33	0.63	0.50	0.20
3	Vanuatu	0.92	0.50	1.00	0.33	0.33	0.25	1.00	0.10
5	Argentine	0.91	0.49	0.67	0.00	0.33	0.63	1.00	0.30
6	Cap-Vert	0.86	0.44	0.67	0.33	0.33	0.25	0.75	0.30
7	Gambie	0.84	0.42	0.67	0.67	0.33	0.13	0.50	0.20
8	Royaume-Uni	0.83	0.41	0.67	0.33	0.33	0.63	0.50	0.00
9	Venezuela	0.82	0.40	0.33	0.33	0.33	0.38	0.75	0.30
9	Birmanie	0.82	0.40	0.33	0.33	0.33	0.13	0.75	0.50
11	Costa Rica	0.80	0.38	0.67	0.33	0.33	0.38	0.50	0.10
11	Jordanie	0.80	0.38	0.33	0.33	0.33	0.38	0.50	0.40
13	Antigua-et-Barbuda	0.78	0.36	0.67	0.33	0.33	0.25	0.25	0.30
14	Îles Marshall	0.75	0.33	0.33	0.67	0.33	0.13	0.25	0.30
15	Ouganda	0.73	0.31	0.67	0.00	0.00	0.25	0.50	0.20
16	Salvador	0.69	0.27	0.33	0.00	0.33	0.25	0.50	0.20
17	Pakistan	0.67	0.25	0.33	0.00	0.67	0.13	0.25	0.10
18	Qatar	0.66	0.24	0.33	0.00	0.33	0.25	0.00	0.50

Rang	Pays	Score global (courbe de 42 pts)	Score global pur	Ambition de la politique	Généralisation	Inclusion	Qualité de l'éducation au changement climatique	Justice climatique	Renforcement des systèmes
19	Sainte Lucie	0.64	0.22	0.33	0.00	0.67	0.13	0.00	0.20
19	Bolivie	0.64	0.22	0.33	0.00	0.33	0.13	0.50	0.00
19	Soudan du sud	0.64	0.22	0.33	0.00	0.33	0.13	0.50	0.00
19	Eswatini	0.64	0.22	0.33	0.00	0.33	0.13	0.50	0.00
19	Tunisie	0.64	0.22	0.33	0.00	0.33	0.38	0.25	0.00
24	Tchad	0.63	0.21	0.33	0.00	0.33	0.25	0.25	0.10
24	Nauru	0.63	0.21	0.67	0.00	0.00	0.25	0.25	0.10
24	République Démocratique du Congo	0.63	0.21	0.33	0.00	0.33	0.13	0.25	0.20
27	République centrafricaine	0.62	0.20	1.00	0.00	0.00	0.13	0.00	0.10
28	Cameroun	0.61	0.19	0.33	0.00	0.33	0.25	0.25	0.00
28	Seychelles	0.61	0.19	0.33	0.00	0.33	0.25	0.25	0.00
28	Sierra Leone	0.61	0.19	0.33	0.00	0.33	0.25	0.25	0.00
28	Mauritanie	0.61	0.19	0.33	0.00	0.33	0.13	0.25	0.10
28	Chine	0.61	0.19	0.33	0.33	0.00	0.25	0.00	0.20
33	Mexique	0.60	0.18	0.00	0.00	0.33	0.00	0.75	0.00
34	Indonésie	0.59	0.17	0.33	0.00	0.33	0.13	0.25	0.00
34	Libéria	0.59	0.17	0.33	0.00	0.33	0.13	0.25	0.00
34	Moldavie	0.59	0.17	0.33	0.00	0.33	0.13	0.25	0.00
34	Dominique	0.59	0.17	0.00	0.00	0.33	0.25	0.25	0.20
38	Bénin	0.58	0.16	0.00	0.00	0.33	0.13	0.50	0.00
38	Paraguay	0.58	0.16	0.00	0.00	0.33	0.13	0.50	0.00
40	Géorgie	0.57	0.15	0.33	0.00	0.33	0.00	0.25	0.00
40	Kirghizistan	0.57	0.15	0.33	0.00	0.33	0.00	0.25	0.00
40	Maurice	0.57	0.15	0.33	0.00	0.33	0.00	0.25	0.00
40	Tadjikistan	0.57	0.15	0.33	0.00	0.33	0.00	0.25	0.00
44	Comores	0.56	0.14	0.00	0.00	0.33	0.00	0.50	0.00
44	Egypte	0.56	0.14	0.00	0.33	0.00	0.25	0.25	0.00
44	Guatemala	0.56	0.14	0.00	0.00	0.33	0.00	0.50	0.00
44	Namibie	0.56	0.14	0.00	0.00	0.33	0.25	0.25	0.00
44	Nigeria	0.56	0.14	0.00	0.00	0.33	0.25	0.25	0.00
44	Saint-Christophe-et-Niévès	0.56	0.14	0.00	0.00	0.33	0.25	0.25	0.00
50	Burundi	0.55	0.13	0.00	0.00	0.33	0.13	0.25	0.10
50	Honduras	0.55	0.13	0.00	0.00	0.33	0.13	0.25	0.10

L'ambition en matière d'éducation au changement climatique à l'heure du bilan

Rang	Pays	Score global (courbe de 42 pts)	Score global pur	Ambition de la politique	Généralisation	Inclusion	Qualité de l'éducation au changement climatique	Justice climatique	Renforcement des systèmes
50	Togo	0.55	0.13	0.00	0.00	0.33	0.13	0.25	0.10
50	Guinée Bissau	0.55	0.13	0.33	0.00	0.33	0.13	0.00	0.00
50	Haïti	0.55	0.13	0.33	0.00	0.33	0.13	0.00	0.00
50	Malawi	0.55	0.13	0.33	0.00	0.33	0.13	0.00	0.00
50	Népal	0.55	0.13	0.33	0.00	0.33	0.13	0.00	0.00
50	Émirats arabes unis	0.55	0.13	0.00	0.00	0.67	0.13	0.00	0.00
58	Albanie	0.54	0.12	0.00	0.00	0.33	0.13	0.25	0.00
58	Barbade	0.54	0.12	0.00	0.00	0.33	0.13	0.25	0.00
58	Côte d'Ivoire	0.54	0.12	0.00	0.00	0.33	0.13	0.25	0.00
58	Ethiopie	0.54	0.12	0.00	0.00	0.33	0.13	0.25	0.00
58	Mali	0.54	0.12	0.00	0.00	0.33	0.13	0.25	0.00
58	Mozambique	0.54	0.12	0.33	0.00	0.00	0.13	0.25	0.00
58	Somalie	0.54	0.12	0.00	0.00	0.33	0.13	0.25	0.00
58	Sri Lanka	0.54	0.12	0.00	0.00	0.33	0.13	0.25	0.00
58	Palestine	0.54	0.12	0.00	0.00	0.33	0.13	0.25	0.00
58	Tanzanie	0.54	0.12	0.00	0.00	0.33	0.13	0.25	0.00
58	Viêt Nam	0.54	0.12	0.00	0.00	0.33	0.13	0.25	0.00
58	Zimbabwe	0.54	0.12	0.00	0.00	0.33	0.13	0.25	0.00
70	Irak	0.54	0.12	0.00	0.00	0.33	0.00	0.25	0.00
70	Chili	0.53	0.11	0.33	0.00	0.33	0.00	0.00	0.00
70	République démocratique populaire lao	0.53	0.11	0.67	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
73	Bélize	0.52	0.10	0.00	0.00	0.33	0.00	0.25	0.00
73	République du Congo	0.52	0.10	0.00	0.00	0.33	0.00	0.25	0.00
73	Guinée	0.52	0.10	0.00	0.00	0.33	0.00	0.25	0.00
73	Panama	0.52	0.10	0.00	0.00	0.33	0.00	0.25	0.00
73	Papouasie Nouvelle Guinée	0.52	0.10	0.00	0.00	0.33	0.00	0.25	0.00
73	Sao Tomé-et-Principe	0.52	0.10	0.00	0.00	0.33	0.00	0.25	0.00
73	Afrique du Sud	0.52	0.10	0.00	0.00	0.33	0.00	0.25	0.00
80	Andorre	0.51	0.09	0.00	0.33	0.00	0.13	0.00	0.10
81	îles Salomon	0.50	0.08	0.00	0.00	0.33	0.13	0.00	0.00
82	Thaïlande	0.49	0.07	0.00	0.33	0.00	0.00	0.00	0.10
83	Bhoutan	0.48	0.06	0.00	0.00	0.00	0.13	0.25	0.00
83	Tonga	0.48	0.06	0.00	0.00	0.00	0.13	0.25	0.00

Rang	Pays	Score global (courbe de 42 pts)	Score global pur	Ambition de la politique	Généralisation	Inclusion	Qualité de l'éducation au changement climatique	Justice climatique	Renforcement des systèmes
83	Ukraine	0.48	0.06	0.00	0.00	0.00	0.00	0.25	0.10
83	Fidji	0.48	0.06	0.00	0.00	0.33	0.00	0.00	0.00
83	Ghana	0.48	0.06	0.00	0.00	0.33	0.00	0.00	0.00
83	Kenya	0.48	0.06	0.00	0.00	0.33	0.00	0.00	0.00
83	Corée, République de	0.48	0.06	0.00	0.00	0.33	0.00	0.00	0.00
83	Malaisie	0.48	0.06	0.00	0.00	0.33	0.00	0.00	0.00
83	Maldives	0.48	0.06	0.00	0.00	0.33	0.00	0.00	0.00
83	Montenegro	0.48	0.06	0.00	0.00	0.33	0.00	0.00	0.00
83	Ouzbékistan	0.48	0.06	0.33	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
93	Australie	0.46	0.04	0.00	0.00	0.00	0.25	0.00	0.00
94	Brésil	0.46	0.04	0.00	0.00	0.00	0.00	0.25	0.00
94	Burkina Faso	0.46	0.04	0.00	0.00	0.00	0.00	0.25	0.00
94	Canada	0.46	0.04	0.00	0.00	0.00	0.00	0.25	0.00
94	Inde	0.46	0.04	0.00	0.00	0.00	0.00	0.25	0.00
94	Pérou	0.46	0.04	0.00	0.00	0.00	0.00	0.25	0.00
94	Philippines	0.46	0.04	0.00	0.00	0.00	0.00	0.25	0.00
94	États-Unis	0.46	0.04	0.00	0.00	0.00	0.00	0.25	0.00
94	Bengladesh	0.46	0.04	0.00	0.00	0.00	0.13	0.00	0.10
94	Soudan	0.46	0.04	0.00	0.00	0.00	0.13	0.00	0.10
104	Gabon	0.46	0.04	0.00	0.00	0.00	0.13	0.00	0.10
104	Russie	0.44	0.02	0.00	0.00	0.00	0.13	0.00	0.00
104	Rwanda	0.44	0.02	0.00	0.00	0.00	0.13	0.00	0.00
104	Bosnie-Herzégovine	0.44	0.02	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.10
104	Arabie Saoudite	0.44	0.02	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.10
109	Angola	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Arménie	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Bahreïn	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Biélorussie	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Brunei Darussalam	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Cuba	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	République démocratique de Corée	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Union européenne	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Grenade	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Islande	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

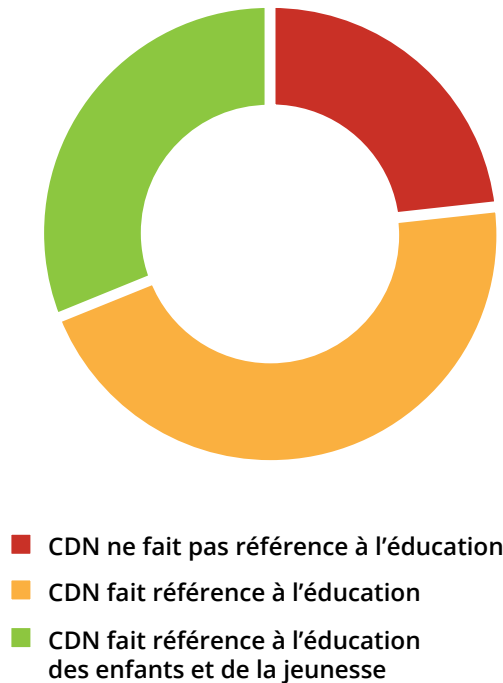
L'ambition en matière d'éducation au changement climatique à l'heure du bilan

Rang	Pays	Score global (courbe de 4,2 pts)	Score global pur	Ambition de la politique	Généralisation	Inclusion	Qualité de l'éducation au changement climatique	Justice climatique	Renforcement des systèmes
109	Israël	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Jamaïque	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Japon	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Koweït	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Liban	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Monaco	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Mongolie	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Maroc	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Nouvelle-Zélande	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Nicaragua	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Niger	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Macédoine du Nord, République	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Norvège	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Oman	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Samoa	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Sénégal	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Serbie	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Singapour	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Suriname	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Suisse	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Turquie	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
109	Zambie	0.42	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

Note: N=140

Éducation

Tandis que 77 % des CDN mises à jour (N=108) font référence à l'éducation (en hausse par rapport au pourcentage de 68 % lors des premières CDN⁴), 31 % des CDN (N=43) renvoient spécifiquement à l'éducation des enfants et des jeunes (en baisse par rapport aux 26 % des premières CDN⁵).



Graphique 1. Mentions de l'Éducation dans les CDN (sur 140 CDN)

L'Éducation au changement climatique (ECC)

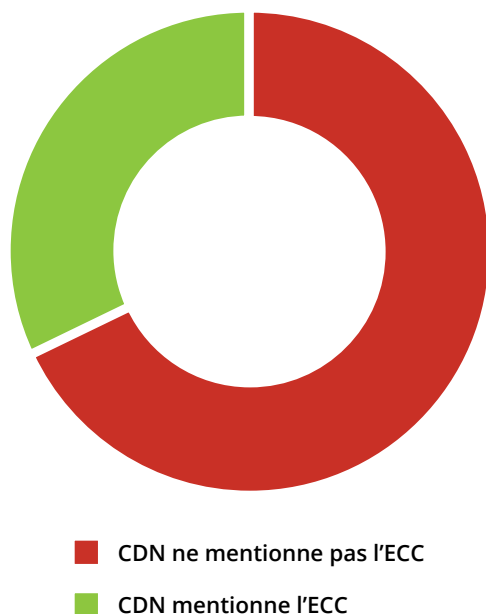
Alors que 32 % des CDN (N=45) mentionnent l'ECC, aucune n'appelle à rendre l'ECC obligatoire en tant que stratégie climatique :

- 11 % des mentions renvoyant à l'ECC sont assorties de délais précis.
- 45 % des mentions renvoyant à l'ECC s'inscrivent dans le contexte du développement des compétences écologiques.
- 6 CDN mentionnent le développement de compétences transformatives écologiques: capacités à changer les

4 Kwauk et al. (2019) ont analysé les premières soumissions de CDN de 160 pays

5 Ibid.

systèmes sociaux et économiques (Barbade), capacité à lutter contre les inégalités de genre (Îles Marshall, Mali, Ouganda, Tunisie), pensée visionnaire (Namibie).



Graphique 2. Mentions de la ECC dans les CDN (sur 140 CDN)

Enseignant·e-s et élèves

Tandis que 14 % des CDN (N=19) mentionnent les enseignant·e-s, aucune ne mentionne l'engagement des enseignant·e-s ou de leurs syndicats en tant que groupe de parties prenantes sur le climat.

- 2 CDN reconnaissent que les enseignant·e-s ont un rôle à jouer dans l'écologisation du système éducatif (El Salvador, Qatar).

Tandis que 74 % des CDN (N=103) font référence aux enfants et aux jeunes (contre 42 % lors des premières CDN⁶), peu de CDN les positionnent comme agents du changement (N=11) ou comme groupe prioritaire (N=6).

- 3 CDN (Pakistan, Qatar, Sainte-Lucie) reconnaissent que les élèves ont un rôle à jouer dans l'écologisation du système éducatif.
- 41 CDN renvoient à l'équité intergénérationnelle et/ou aux générations futures (soit une hausse par rapport à 8 lors des premières CDN⁷).

6 Kwauk et al. (2019) ont analysé les premières soumissions de CDN de 160 pays

7 Ibid.

CDN : quelle place pour les enfants et les jeunes dans le contexte du changement climatique ?

Lorsque les CDN font référence aux enfants et aux jeunes, ceux-ci sont beaucoup plus susceptibles d'être positionnés en tant que groupe vulnérable, bénéficiaire des efforts d'atténuation ou d'adaptation au climat, ou en tant que partie prenante à inclure dans les consultations et l'élaboration des politiques. Les enfants et les jeunes sont beaucoup moins susceptibles d'être positionnés comme des agents du changement ou comme un groupe prioritaire.

Groupe vulnérable (70)

Albanie, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Brunéi Darussalam, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Tchad, Comores, République du Congo, Costa Rica, Dominique, République démocratique du Congo, El Salvador, Eswatini, Fidji, Gambie, Géorgie, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée Bissau, Haïti, Honduras, Indonésie, Irak, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Liban, Libéria, Malaisie, Maldives, Îles Marshall, Mauritanie, Maurice, Mexique, Moldavie, Maroc, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Nigéria, Palestine, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République de Corée, Seychelles, Sierra Leone, Îles Salomon, Somalie, Afrique du Sud, Sri Lanka, Sainte-Lucie, Tanzanie, Togo, Tunisie, Émirats arabes unis, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Zimbabwe

Bénéficiaires (62)

Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Belize, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Canada, République centrafricaine, Tchad, Dominique, République du Congo, République démocratique du Congo, République dominicaine, Éthiopie, Egypte, El Salvador, Eswatini, Gambie, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guinée, Honduras, Jordanie, Laos, Malawi, Malaisie, Mali, Îles Marshall, Mauritanie, Maurice, Moldavie, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nigéria, Palestine, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Qatar, Seychelles, Sierra Leone, Îles Salomon, Somalie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Sainte-Lucie, Togo, Tunisie, Ouganda, Émirats arabes unis, Royaume-Uni, Vanuatu, Venezuela, Zambie, Zimbabwe

<p>Parties prenantes (59)</p>	<p>Albanie, Andorre, Argentine, Arménie, Bhoutan, Bolivie, Brunéi Darussalam, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Costa Rica, République démocratique du Congo, République dominicaine, Eswatini, Gambie, Grenade, Guatemala, Honduras, Indonésie, Jordanie, Kirghizistan, Liban, Libéria, Mali, Îles Marshall, Maurice, Mexique, Moldavie, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Nigéria, Macédoine du Nord, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, République de Corée, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Afrique du Sud, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Tunisie, Ouganda, Émirats arabes unis, Royaume-Uni, États-Unis, Ouzbékistan, Zimbabwe</p>
<p>Agents du changement (11)</p>	<p>Cabo Verde, Cambodge, Rép. dominicaine, Jordanie, Honduras, Namibie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Seychelles, Somalie, Soudan du Sud, Émirats arabes unis</p>
<p>Groupe prioritaire (6)</p>	<p>Cambodge, Costa Rica, Honduras, Népal, Sierra Leone, Sri Lanka</p>

Genre

Les CDN ont progressé en ce qui concerne la prise en compte du genre, mais sont toujours à la traîne lorsqu'il s'agit de prendre en compte les vulnérabilités climatiques spécifiques aux filles et de plaider en faveur de l'éducation des filles.

Tandis que 84 % des CDN (N=117) mentionnent les femmes et le genre (en hausse par rapport à 43 % lors des premières CDN⁸), 33 CDN à peine mentionnent les filles (en hausse par rapport à 3⁹).

- Antigua et Barbuda, Argentine, Barbade, Bénin, Cambodge, Canada, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, Dominique, République Dominicaine, El Salvador, Eswatini, Géorgie, Honduras, Jordanie, Mali, Mauritanie, Namibie, Nauru, Pakistan, Palestine, Panama, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Soudan du Sud, Togo, Tunisie, Ouganda, Royaume-Uni, Vanuatu, Venezuela, Viêtnam.

Parmi les 30 pays où le changement climatique devrait avant tout se répercuter sur l'éducation des filles, seuls 6 CDN mentionnent les filles

8 Kwauk et al. (2019) ont analysé les premières soumissions de CDN de 160 pays

9 Sur les trois pays ayant mentionné les filles dans leurs premières CDN, les soumissions mises à jour de la Zambie et du Malawi ne faisaient pas référence aux filles. 32 des 33 CDN précédemment mentionnées se rapportent toutes à de nouveaux pays.

(Bénin, Tchad, Mali, Mauritanie, Togo, Ouganda).

Si 9 CDN mentionnent les filles dans le cadre de leur éducation, 3 le font dans le cadre de l'ECC (Bénin, Cambodge, Comores, Tchad, Tunisie*, Émirats arabes unis, Royaume-Uni, Vanuatu*, Venezuela*), **aucune** ne reconnaît officiellement les contributions qu'un investissement dans l'éducation des filles pourrait apporter à leur stratégie climatique (aucun changement depuis les premières CDN).

CDN : la place des filles face au changement climatique

Groupe vulnérable (24)	Antigua-et-Barbuda, Argentine, Cambodge, Canada, Tchad, République démocratique du Congo, El Salvador, Haïti, Jordanie, Mali, Mauritanie, Namibie, Pakistan, Palestine, Panama, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Tadjikistan, Togo, Ouganda, Royaume-Uni, Vanuatu, Venezuela, Viêtnam
Bénéficiaires (17)	Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bénin, Cambodge, Comores, Dominique, République dominicaine, El Salvador, Haïti, Jordanie, Mali, Pakistan, Panama, Sao Tomé-et-Principe, Togo, Tunisie, Royaume-Uni
Parties prenantes (5)	Eswatini, Haïti, Pakistan, Sierra Leone, Vanuatu
Agents du changement (4)	République dominicaine, Géorgie, Royaume-Uni, Vanuatu
Groupe prioritaire (0)	

Principales tendances (CDN)

Si l'on examine les CDN, plusieurs tendances clés alarmantes se dégagent.

1. Tous les pays auxquels l'IE a attribué un A dans le cadre de son évaluation des ambitions nationales en matière d'ECC affichent une plus grande vulnérabilité au changement climatique, selon leur score ND-GAIN.
2. Les pays où les niveaux d'émission de carbone sont les plus faibles sont plus susceptibles de mentionner l'ECC dans leur CDN.
3. **Seulement 3** des CDN des 20 pays les plus grands émetteurs de carbone mentionne l'ECC (Chine, Indonésie, Royaume-Uni).
4. **Seulement 3** des CDN des 20 pays les plus riches mentionne l'ECC (Chine, Indonésie, Royaume-Uni).

Tableau 05. CDN dans le top 20 des pays/groupes de pays émetteurs de carbone

	Top 20 des pays/groupes de pays émetteurs de carbone	CDN mise à jour, révisée ou nouvelle CDN ? (10/13/23)	La CDN mentionne-t-elle l'éducation au changement climatique ?
1	Chine	x	Oui
2	États-Unis	x	Non
3	Inde	x	Oui
4	Union Européenne*	x	Non
5	Russian Federation	x	Non
6	Japon	x	Non
7	Iran		
8	Indonésie	x	Oui
9	Corée, République de	x	Non
10	Arabie Saoudite	x	Non
11	Canada	x	Non
12	Afrique du Sud	x	Non
13	Brésil	x	Non
14	Mexique	x	Non
15	Australie	x	Non
16	Turquie	x	Non
17	Royaume-Uni	x	Non
18	Kazakhstan		
19	Thaïlande	x	Non
20	Taiwan		

* Remarque : les pays de l'Union européenne sont considérés comme un groupe dès lors qu'ils soumettent à la CCNUCC une CDN conjointe en tant qu'Union européenne.

Table 06. CDN dans le top 20 des pays/groupes de pays* les plus riches au monde

	Top 20 des pays/groupes de pays les plus riches au monde	CDN mise à jour, révisée ou nouvelle CDN ? (10/13/22)	La CDN mentionne-t-elle l'éducation au changement climatique ?
1	États-Unis	x	Non
2	Union Européenne*	x	Non
3	Chine	x	Oui
4	Japon	x	Non
5	Royaume-Uni	x	Non
6	Inde	x	Oui
7	Canada	x	Non
8	Corée, République de	x	Non
9	Russie	x	Non
10	Brésil	x	Non
11	Australie	x	Non
12	Mexique	x	Non
13	Indonésie	x	Oui
14	Suisse	x	Non
15	Turquie	x	Non
16	Arabie Saoudite	x	Non
17	Thaïlande	x	Non
18	Nigeria	x	Non
19	Émirats Arabes Unis	x	Non
20	Israël	x	Non

* Remarque : les pays de l'Union européenne sont considérés comme un groupe dès lors qu'ils soumettent à la CCNUCC une CDN conjointe en tant qu'Union européenne.

Seuls 7 des principaux pays émetteurs de carbone font référence au bien-être des générations futures.

Les pays ne prêtent pas attention aux jeunes militant·e·s pour le climat ; les pays dans lesquels le mouvement militant « Fridays For Future » a fait le plus de bruit n'étaient pas plus susceptibles de mentionner l'ECC, l'équité intergénérationnelle ou le bien-être des générations futures dans leurs CDN que les pays où les mouvements de jeunes en faveur du climat étaient moins nombreux.

Points clés (CDN)

Les pays ne prêtent pas attention à la nécessité de renforcer les systèmes éducatifs, y compris la main-d'œuvre éducative, pour soutenir la fourniture d'une éducation de qualité au changement climatique.

Les pays qui sont les moins responsables des émissions actuellement et les plus vulnérables aux impacts du changement climatique sont plus susceptibles de mettre l'accent sur l'ECC en tant que stratégie climatique dans leur CDN.

Principaux Résultats (SNACC)

Pour compléter notre analyse des CDN, nous avons également évalué les stratégies nationales d'apprentissage sur le changement climatique (SNACC).

Ces stratégies sont destinées à répondre aux besoins d'apprentissage des pays en matière de changement climatique dans les secteurs pertinents pour le climat, tels qu'ils sont identifiés dans les CDN de chaque pays, et à renforcer les systèmes d'éducation et de formation pour assurer ces opportunités d'apprentissage. Ces stratégies sont importantes car elles ont été développées pour soutenir les besoins des pays en matière d'éducation, de formation et de renforcement des capacités nécessaires pour avancer dans la réalisation des actions et des objectifs de leurs CDN.

Stratégies Nationales d'Apprentissage sur le Changement Climatique (SNACC)

Table 07. Pays, par région, ayant soumis leur Stratégies Nationales d'Apprentissage sur le Changement Climatique en date du 30 septembre 2021

Asie centrale et du Sud	/
Europe et Amérique du Nord	/
Asie de l'Est et du Sud-Est	<u>Indonésie</u>
Amérique latine et Caraïbes	<u>Amérique Centrale</u> <u>République Dominicaine</u>
Océanie	/
Afrique du Nord et Asie de l'Ouest	/
Afrique subsaharienne	<u>Benin</u> <u>Uganda</u> <u>Éthiopie</u> <u>Zambie</u> <u>Ghana</u> <u>Zimbabwe</u> <u>Malawi</u>

Note: 30 September 2021(N=10)

Globalement, sur la base des scores réels, les stratégies nationales d'apprentissage sur le changement climatique ne sont pas à la hauteur

Pays ayant obtenu le score réel le plus élevé¹⁰:

- Ghana (72%)
- Zambie (65%)
- Zimbabwe (65%)

Scores rapportés sur une courbe de notation à 28 points

Comme pour l'analyse des CDN, nous avons modifié les notes des SNACC des pays, mais cette fois-ci par une marge plus faible : 28 points. Autrement dit, nous avons ajouté 28 points de pourcentage - soit la différence entre 100 % et le score le plus élevé (Ghana, 72 %) - à chaque score de SNACC. De cette manière, toutes les SNACC obtiennent désormais un score suffisant.

Table 08. Les 10 scores des 10 pays sur une courbe de 28 points

Score	Pays
A (90-100%)	1. Ghana
	2. Zambie
	3. Zimbabwe
B (80-89%)	4. République Dominicaine
	5. Malawi
C (70-79%)	6. Benin
	7. Uganda
D (60-69%)	8. Indonésie
	9. Amérique Centrale
	10. Éthiopie

10 sur un total de 10 SNAAC

Relevé des mesures au niveau national : quels résultats ?

Table 09. Scores détaillés par pays

Rang	Pays	Score global pur	Ambition de la politique	Généralisation	Inclusion	Qualité de l'éducation au changement climatique	Justice climatique	Renforcement des systèmes
1	Ghana	0.72	1.00	0.67	0.67	0.63	0.75	0.60
2	Zambie	0.65	1.00	0.67	0.33	0.63	0.50	0.80
3	Zimbabwe	0.65	1.00	0.67	0.33	0.63	0.75	0.50
4	République Dominicaine	0.59	1.00	0.67	0.33	0.50	0.25	0.80
5	Malawi	0.58	1.00	0.33	0.33	0.38	0.75	0.70
6	Benin	0.52	0.67	0.33	0.67	0.25	0.50	0.70
7	Uganda	0.49	1.00	0.67	0.00	0.38	0.50	0.40
8	Indonésie	0.48	0.67	0.33	0.33	0.38	0.50	0.70
9	Central America	0.38	0.67	0.00	0.33	0.38	0.50	0.40
10	Éthiopie	0.34	1.00	0.67	0.00	0.00	0.00	0.40

Ambition de la politique

La quasi-totalité des SNACC ont obtenu un A.

3 pays n'ont pas mentionné de plans de suivi et d'évaluation de l'ECC.

Généralisation

Aucune SNACC n'appelle à rendre l'ECC obligatoire.

4 pays ne mentionnent pas que le changement climatique devrait être intégré dans toutes matières (Malawi, Bénin, Indonésie, Amérique centrale).

1 SNACC (Amérique centrale) n'évoque pas la nécessité d'intégrer les questions climatiques à tous les niveaux du système éducatif.

Inclusion

Aucune SNACC ne fait référence aux syndicats d'enseignant-e-s en tant que parties prenantes.

Seuls 2 pays reconnaissent le rôle des élèves dans l'écologisation du système éducatif (Ghana, Bénin).

Qualité de l'éducation au changement climatique

La majorité des SNACC appelaient à une éducation et une formation qui développent des compétences écologiques et à des voies menant à des carrières dans une économie verte.

La moitié des SNACC appellent à une ECC basée sur la science.

Peu de SNACC appellent à une ECC tenant compte des considérations de genre (N=3) et intersectionnelle (N=0).

5 SNACC renvoient à une ECC qui encourage l'engagement civique.

4 SNACC renvoient à une ECC qui encourage l'action climatique.

1 SNACC renvoie à une ECC favorisant la justice climatique.

Justice climatique

La majorité des SNACC reconnaissent qu'il peut y avoir d'autres façons de savoir et d'être (par exemple, les connaissances autochtones).

La majorité des SNACC reconnaissent que les groupes vulnérables subissent les effets du changement climatique de différentes façons.

Seules 3 SNACC mentionnent la nécessité de protéger le droit des enfants à l'éducation.

Renforcement des systèmes

Toutes les SNACC soulignent l'importance de la coopération internationale dans le renforcement des systèmes éducatifs.

- 7 SNACC mentionnent la nécessité de financer le secteur de l'éducation, mais principalement dans le contexte de la mise en œuvre des mesures prioritaires des SNACC plutôt que dans le contexte du renforcement des systèmes.

Toutes les SNACC soulignent la nécessité d'une formation adéquate des enseignant·e·s.

- 9 SNACC mentionnent la nécessité d'élaborer des supports d'enseignement et d'apprentissage de qualité sur les sujets liés au changement climatique.
- 3 SNACC mentionnent la nécessité de proposer des possibilités de développement professionnel répondant aux besoins des enseignant·e·s.
- Aucune ne défend l'autonomie professionnelle ou les libertés académiques des enseignant·e·s.

3 SNACC mentionnent l'écologisation ou le renforcement de la résilience des infrastructures éducatives à l'épreuve du changement climatique.



Points clés (SNACC)

Dans le cas des SNACC, les résultats relatifs aux ambitions nationales en matière d'ECC sont certes meilleurs que dans le cas des CDN, mais des approches plus audacieuses et transformatrices restent néanmoins de mise en faveur d'une ECC de qualité.

Tout comme les agriculteur·trice·s, les technicien·ne·s en énergie et les gestionnaires de l'eau doivent voir leurs capacités renforcées afin de pouvoir soutenir l'écologisation de leurs secteurs, les enseignant·e·s et les élèves doivent être considéré·e·s comme des agents clés du développement durable et de l'action climatique.

Études de cas

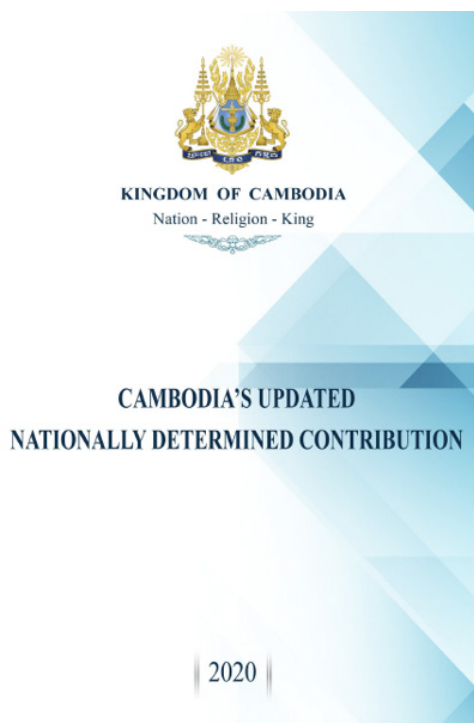
Nous avons mené une série d'études de cas pour aider à éclairer ce que les CDN ayant obtenu un score élevé font bien en matière d'ambition politique pour l'ECC.

Ces pays ont été sélectionnés sur base de trois critères :

1. Illustratifs des différents niveaux d'ambition dans l'approche des CDN à l'égard de l'ECC.
2. Représentatifs des meilleures pratiques émergentes en matière d'intégration de l'éducation dans la politique climatique.
3. Géographiquement représentatifs.

Chaque étude de cas comprend une brève description des aspects positifs des CDN et plusieurs citations illustrant leurs points forts.

Cambodge



L'approche affichée par le Cambodge dans le cadre de sa nouvelle CDN lie clairement ses objectifs climatiques aux objectifs de développement durable, tout en intégrant ses objectifs climatiques dans ses cadres politiques nationaux en matière d'éducation. À titre d'exemple, la CDN du Cambodge prévoit ainsi d'intégrer le changement climatique dans son Plan stratégique 2019-2023 pour l'éducation, ainsi que dans sa feuille de route pour atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) 4 relatif à l'éducation.

La CDN reconnaît également que les objectifs d'apprentissage spécifiques des élèves dans les sujets liés au changement climatique constituent

des bénéfiques connexes importants de l'éducation. Il s'agit toutefois de domaines d'apprentissage largement fondés sur la science (par exemple, la pollution, la biodiversité, la conservation), qui ne comprennent pas de concepts explicites fondés sur la justice climatique.

La CDN du Cambodge fait référence à l'éducation des filles et inclut des objectifs assortis de délais en vue d'accroître l'accès des filles à l'école et l'accès des femmes à l'enseignement supérieur, aux centres de développement des compétences et aux ressources en milieu urbain. L'éducation des filles est abordée de façon telle qu'elle positionne ces dernières en tant que groupe vulnérable et leur éducation en tant que dommage collatéral, mais la CDN souligne également l'importance de permettre aux femmes de se faire les championnes de la cause dans différents secteurs liés au climat.

La CDN du Cambodge positionne également l'éducation des jeunes comme un levier en vue d'atteindre ses objectifs climatiques. Le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports (MOEYS) est désigné en tant que ministère compétent dans la CDN, qui énumère les obstacles auxquels celui-ci se heurte ainsi que les capacités requises pour lui permettre de lutter contre le changement climatique (y compris le renforcement de ses systèmes de gestion des données en ce qui concerne le suivi des données pertinentes en matière climatique et l'intégration du changement climatique dans les programmes d'études et les programmes de formation des enseignant·e·s).

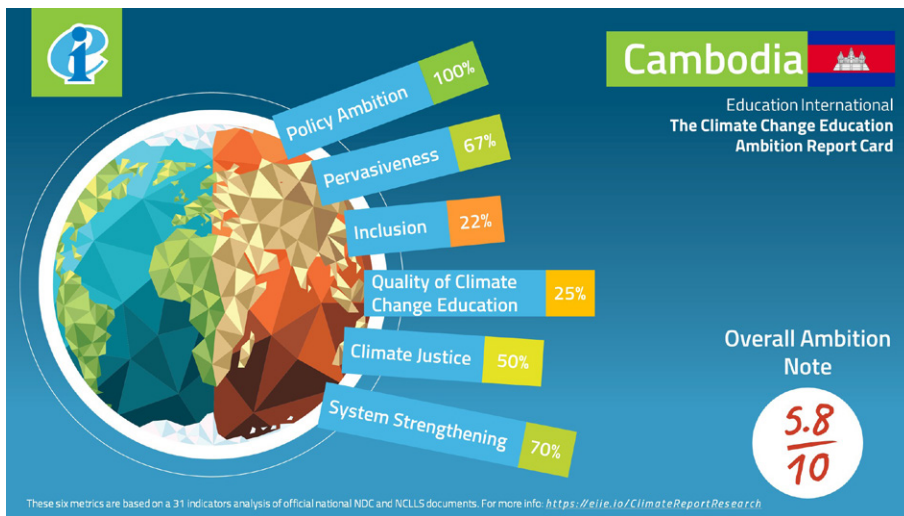
La CDN du Cambodge fait remarquer que des ONG de femmes et des organisations dédiées aux jeunes ont été consultées au cours du processus de préparation de sa nouvelle CDN, mais celle-ci ne renvoie pas explicitement aux syndicats d'enseignants en tant que groupe de parties prenantes consulté.

« Améliorer les programmes d'études et les méthodes de formation, y compris les bibliothèques, pour inclure les sujets liés au changement climatique dès l'école primaire. Améliorer les programmes d'études pour inclure le changement climatique dans l'éducation non formelle. Créer des centres d'excellence afin de dispenser des cours et mener des recherches sur le changement climatique entre universités. Dispenser une formation sur le changement climatique à l'endroit des fonctionnaires de l'éducation, par exemple comme composante exigée de la formation des enseignant·e·s. » (p. 38)

« Le changement climatique affecte de manière disproportionnée les minorités de genre, y compris les femmes et les filles. Les domaines dans lesquels les femmes jouent un rôle central - la sécurité alimentaire, la

nutrition, l'énergie, les moyens de subsistance, la santé, la gestion des ressources naturelles, entre autres - sont les plus directement touchés par le changement climatique. En exacerbant les inégalités de genre, le changement climatique renforce également une cause fondamentale structurelle de violence contre les femmes et les filles. » (p. 40)

« Il est absolument essentiel de mettre au point des supports de formation et de sensibilisation tenant compte des besoins et des priorités spécifiques selon le genre aux fins de s'assurer que l'action climatique profite également aux femmes et aux filles. » (p. 43-44)



Graph 3. Carte de rapport pour le Cambodge

République dominicaine



Tandis que la CDN de la République dominicaine accorde la priorité aux secteurs de l'énergie, du tourisme, de l'eau, de l'agriculture et de la foresterie (ainsi qu'à l'éducation et au renforcement des capacités dans ces secteurs), elle reconnaît également la nécessité de renforcer les capacités du système formel et informel d'éducation et de formation pour répondre aux besoins individuels et institutionnels du pays en matière d'apprentissage.

La République dominicaine a promulgué une loi sur l'éducation et la communication

en matière d'environnement à travers laquelle la CDN stipule que le pays s'efforcera d'intégrer l'éducation au changement climatique d'ici 2030. En outre, l'accent ainsi mis sur l'éducation au changement climatique s'inscrit dans le cadre plus large de l'Action pour l'autonomisation climatique (ACE, acronyme anglophone), qui comprend un plan ambitieux en vue d'aborder, entre autres thèmes, l'éducation à l'égalité des genres et l'éducation au changement climatique.

La CDN établit clairement l'objectif de former, d'ici 2024, 200 enseignant·e·s pour enseigner l'éducation au changement climatique et d'avoir pleinement intégré, d'ici 2030, le changement climatique dans les établissements de formation des enseignant·e·s. La CDN reconnaît également l'infrastructure éducative (par ex. les bâtiments scolaires) en tant qu'infrastructure critique dont la vulnérabilité au changement climatique doit être abordée en renforçant sa résilience dans ce domaine.

La CDN comprend une annexe qui répertorie un ensemble de ressources pédagogiques sur l'action climatique, élaborées localement avec le soutien de l'assistance technique nationale et internationale et des études relatives à l'ACE pourraient être utiles en vue d'illustrer comment la coopération internationale peut contribuer à faire progresser l'ACE, l'éducation, etc.

Asegurar la participación de la juventud a nivel nacional e internacional en los espacios de toma de decisión sobre cambio climático.

Assurer la participation des jeunes aux niveaux national et international dans les espaces de prise de décisions associées au changement climatique.

Desarrollar, crear e implementar una Red Nacional de Juventudes y Cambio Climático, que permita integrar la perspectiva de las juventudes dentro de los instrumentos de políticas climáticas nacionales.

Élaborer, créer et mettre en œuvre un réseau national sur les jeunes et le changement climatique, qui permettrait d'intégrer la perspective des jeunes dans les instruments nationaux de politique climatique.

Asegurar la educación, la sensibilización y la capacidad de las personas jóvenes para sostener estilos de vida en armonía con la naturaleza, y para la mitigación y adaptación al cambio climático, la reducción de sus efectos y la alerta temprana.

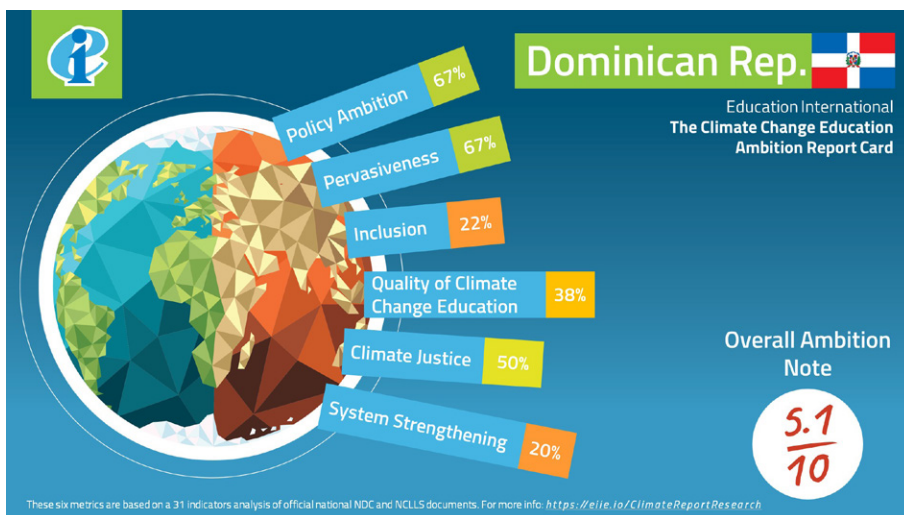
Assurer l'éducation, la sensibilisation et la capacité des jeunes à maintenir un mode de vie en harmonie avec la nature, ainsi qu'en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, de réduction de ses effets et de mécanismes d'alerte rapide.

Asegurar la movilidad sostenible, segura y saludable de las personas jóvenes, que satisfaga sus necesidades en armonía con el medio ambiente sano.

Assurer aux jeunes une mobilité sous le signe de la durabilité, de la sécurité et de la santé, qui réponde à leurs besoins dans le respect d'un environnement sain.

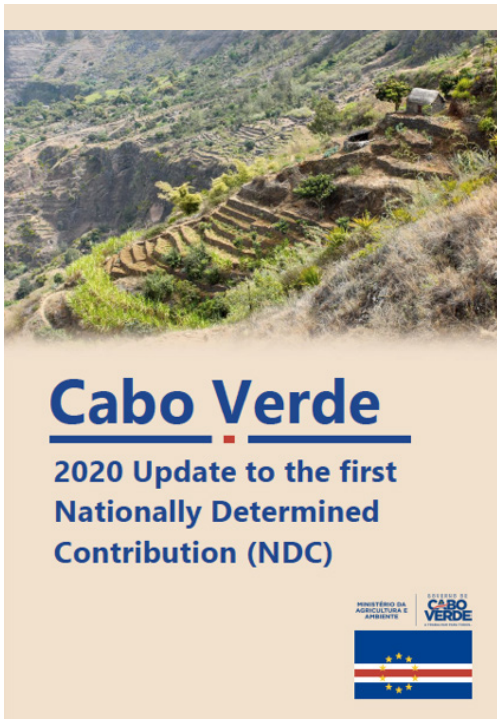
Fortalecer las capacidades institucionales para la inclusión del enfoque de juventudes en el diseño e implementación de planes, políticas y programas relacionados a la preservación de los recursos naturales y la mitigación y adaptación a los efectos del cambio climático. (p. 79)

Renforcer les capacités institutionnelles en vue d'inclure l'approche centrée sur les jeunes dans la conception et la mise en œuvre des plans, politiques et programmes liés à la préservation des ressources naturelles ainsi qu'à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique.



Graphe 4. Carte de rapport pour la République dominicaine

Cap-Vert



La CDN du Cap-Vert n'a pas obtenu un résultat satisfaisant pour ce qui est des indicateurs spécifiques définis par l'IE aux fins d'évaluer ses ambitions en matière d'ECC, mais elle affiche néanmoins un engagement local fort centré sur la jeunesse et sur les femmes, intergénérationnel et défini dans le temps, à l'égard du programme d'action plus général en faveur de l'autonomisation climatique. Sa CDN reconnaît que l'ACE n'est certes « *pas une initiative de réduction des émissions de gaz à effet de serre* », mais affirme que « *sans cette forme d'autonomisation civique, la CDN ne peut se concrétiser* ». (p. 49)

La CDN du Cap-Vert et celle de l'Argentine sont les deux seules à évoquer expressément « *les connaissances sur le changement climatique* ».

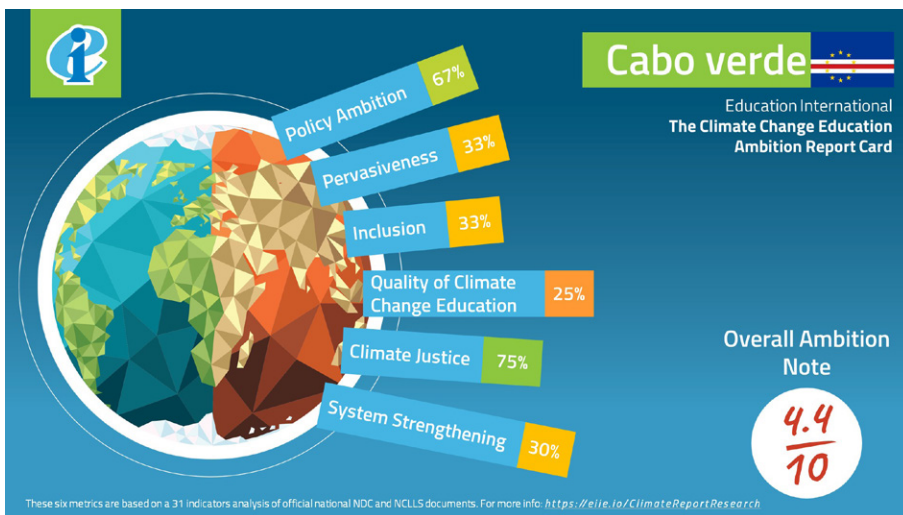
Les sections de la CDN consacrées à la question éducative s'inscrivent essentiellement dans le contexte du développement de compétences écologiques spécifiques, comme « *la réparation et l'entretien d'appareils et de bicyclettes, la transformation et la préservation des aliments, la fourniture de produits locaux aux hôtels, les services culturels, l'industrie du recyclage, les outils numériques permettant d'économiser de l'énergie et des ressources, les compétences linguistiques, etc.* » (p. 51). La CDN évoque la nécessité de former les enseignant·e·s, sans toutefois aller plus loin.

La CDN met fortement l'accent sur la formation et le renforcement des capacités, en particulier la création de parcours éducatifs menant à des emplois verts. Par exemple, elle vise un niveau de représentativité des femmes d'au moins 20 % dans le domaine des énergies renouvelables, 40 % dans l'agriculture et 40 % dans l'économie bleue d'ici 2030.

« *L'autonomisation climatique est un processus transformationnel à long terme pour l'ensemble de la société. Tous les groupes socio-économiques sont concernés et peuvent devenir des ambassadeurs du climat. Nous sommes tous unis dans cet effort. Du fait de leur disparité, ces groupes ont*

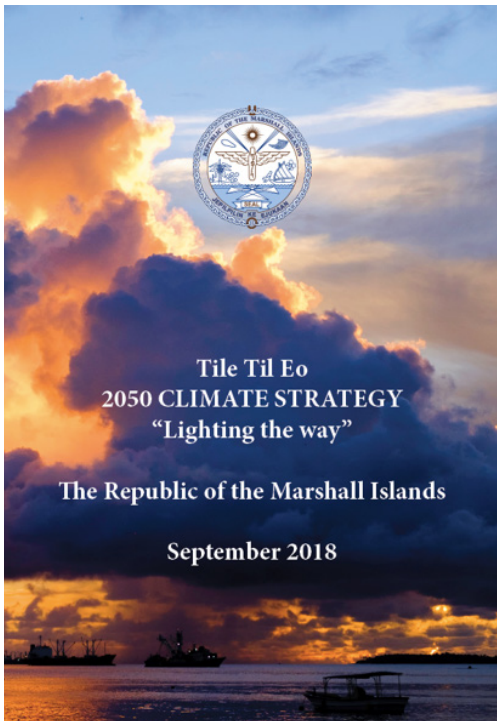
différents atouts, capacités et besoins à faire valoir. En tant que parties prenantes et agents du changement, les personnes âgées, les jeunes et les femmes apportent une précieuse contribution dans le contexte de l'identification et de la réponse aux aléas climatiques ainsi que de la sauvegarde des ressources naturelles et en partageant leurs connaissances en matière de résilience économique, sociale et environnementale. » (p. 49-50)

« La société a beaucoup à apprendre des anciens en termes de travail de la terre, d'adaptation et d'optimisation du matériel génétique, de sobriété des ressources et de gestion des ressources en respectant les limites planétaires. Il convient de conserver précieusement ces savoirs anciens et de les adapter aux circonstances actuelles. Sur le plan des connaissances, un pont doit être jeté entre les anciens et les jeunes. Partout dans le monde, les jeunes ont pris la parole sur les questions liées au changement climatique, notamment ces dernières années. Et précisément parce qu'ils sont ceux sur qui le changement climatique exercera les répercussions les plus importantes, toute leur vie durant. Par conséquent, la présente CDN soutient la participation et l'engagement des jeunes sur les questions liées au climat, la politique climatique et la mise en œuvre en vue d'accroître la résilience. [...] L'accent mis sur les enfants, les jeunes et le climat reflète la considération particulière accordée aux jeunes et à leur potentiel économique en faveur du développement durable, dans le cadre de l'Ambition du Cap-Vert à l'horizon 2030. » (p. 50)



Graphe 5. Carte de rapport pour le Cap-Vert

Îles Marshall



La CDN des Îles Marshall envisage l'éducation principalement comme un tremplin permettant la réalisation des objectifs climatiques d'autres secteurs. Les écoles sont ainsi abordées comme un espace permettant au pays d'appliquer de nouvelles approches en vue d'introduire les énergies renouvelables dans les îles ; elle aborde les programmes d'éducation en tant que mécanisme permettant d'améliorer la sensibilisation à la réduction, à la réutilisation et au recyclage des déchets ; et considère les élèves comme une force vectrice en vue de renforcer l'adoption de méthodes de transport plus durables (par exemple, par le biais de programmes de formation des cyclistes à l'école).

La CDN des Îles Marshall fait certes mention de l'éducation pour le développement durable (EDD) et de l'ECC, mais uniquement parce qu'elle cite de façon synthétique un ensemble de recommandations formulées par l'UNESCO à l'endroit des pays membres. Il ne s'agit donc pas d'une série de priorités ou d'objectifs que le pays a définis pour lui-même. Toutefois, l'inclusion des recommandations de l'UNESCO pourrait être un signe révélateur de l'intention du pays à cet égard. La CDN fait valoir la nécessité d'études futures aux fins d'orienter l'approche nationale en matière d'éducation.

Il y a lieu de noter que la CDN des Îles Marshall est la seule à évoquer le développement d'une gamme complète de compétences écologiques, allant des compétences spécifiques comme la gestion des risques de catastrophe liés au changement climatique, à des compétences génériques telles que l'esprit critique et les compétences en matière de résolution de problèmes, en passant par des compétences transformatrices comme la capacité à s'attaquer aux inégalités de genre et bien entendu les compétences traditionnelles.

« Les futures politiques du pays en matière d'adaptation et de résilience, y compris le Plan d'action national (PAN), devraient être étayées par

les principes suivants : notre droit naturel de vivre sur nos îles – les Marshallais occupent cet archipel depuis quelque 3.000 ans et ont le droit naturel et inaliénable de continuer à vivre et à prospérer dans ces îles. La politique officielle du gouvernement des Îles Marshall veille à assurer ce droit aux femmes, aux hommes, aux jeunes et aux générations futures de Marshallais et à leur permettre de continuer à émigrer, pour ceux qui choisissent ce droit comme moyen ultime d'adaptation, dans la mesure de ses possibilités. » (p. 47)

« Donner aux jeunes Marshallaises les moyens d'intervenir face au changement climatique et aux catastrophes, notamment au travers de programmes de formation fondés sur les compétences traditionnelles : formation développée en s'appuyant sur les techniques traditionnelles de tissage pour aider à la compréhension ; former les jeunes femmes à la gestion du changement climatique et des risques de catastrophe. » (p. 60)

« Il est recommandé de tenir compte des considérations éducatives, au sens le plus large du terme, et de les inclure dans le futur PAN des Îles Marshall. Avant toute autre chose, des études devraient être réalisées afin de mieux comprendre les questions et les besoins liés à l'éducation climatique dans le pays, y compris parmi les groupes vulnérables. » (p. 64)

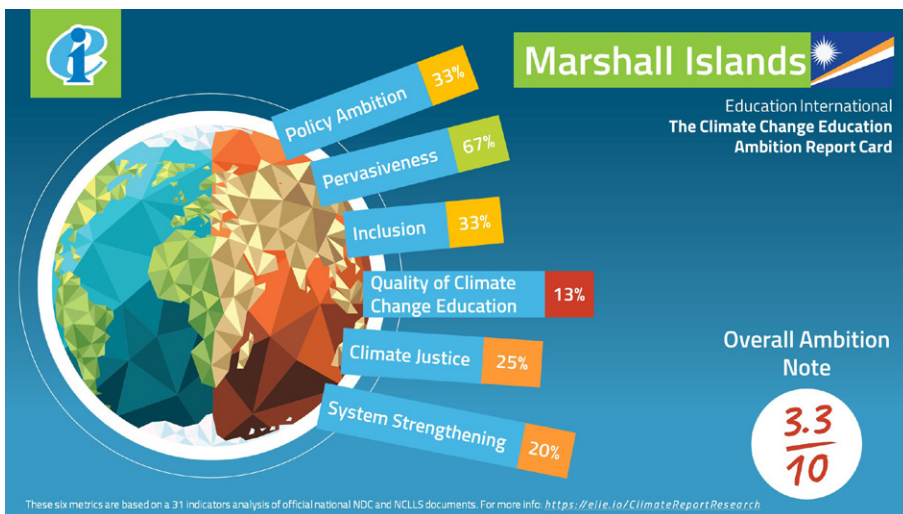


Figure 6. Carte de rapport pour les Îles Marshall

Jordanie



UPDATED SUBMISSION OF JORDAN'S
1st NATIONALLY DETERMINED
CONTRIBUTION (NDC)

October 2021
(Updated version)

La CDN mise à jour de la Jordanie comprend une brève discussion sur l'importance d'intégrer des références à l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces phénomènes dans le programme scolaire national, dans le but de renforcer les connaissances des jeunes sur les causes et les impacts du changement climatique et les possibles solutions et leur capacité à agir et à s'engager dans la prise de décision dans ce domaine.

La CDN souligne la nécessité de développer chez les jeunes, y compris les personnes handicapées, des compétences entrepreneuriales et technologiques vertes, non seulement

pour aider à stimuler la croissance des emplois verts et une transition vers une économie plus verte, mais aussi pour aider à lutter contre les défis de la Jordanie - un taux de chômage élevé chez les jeunes et la capacité d'atteindre ses objectifs de développement durable.

Le traitement réservé aux jeunes par la Jordanie reconnaît non seulement leurs vulnérabilités uniques, mais les positionne également en tant que parties prenantes et agents du changement. La CDN mise à jour du pays met l'accent sur la nécessité d'autonomiser les jeunes, de planifier et de concevoir des programmes climatiques en fonction de leurs besoins, et considère effectivement les jeunes (ainsi que le genre) comme des thèmes transversaux.

L'attention portée par la Jordanie à l'égalité des genres souligne la nécessité de déclencher un changement transformateur qui s'attaque aux causes profondes de l'inégalité et de la discrimination entre les genres dans le pays, notamment en s'attaquant à l'inégalité d'accès aux ressources et aux opportunités et aux relations de pouvoir inégales entre les hommes et les femmes.

« L'éducation est l'un des outils les plus puissants pour un changement positif en Jordanie, qui a toujours investi massivement dans l'amélioration

des infrastructures éducatives, les systèmes d'apprentissage et la maximisation du potentiel des étudiants et étudiantes. Comprendre les causes, les impacts et les solutions au changement climatique est désormais un domaine prioritaire pour l'éducation afin de préparer les étudiants et étudiantes à jouer un rôle actif dans la lutte contre les impacts du changement climatique. Voici certaines des actions proposées :

Sensibilisation et engagement par le biais de moyens d'éducation formels et informels dans le domaine du changement climatique, de l'environnement et du développement durable dans la communauté et parmi les enfants et les jeunes.

Élaboration d'un programme d'enseignement amélioré, unifié et commun au niveau de l'éducation de base qui comprend de nouveaux thèmes relatifs au changement climatique et à l'environnement (sensibilisation au climat et à l'environnement > matériel contextualisé pour la Jordanie à diffuser via a) les médias sociaux b) les zones d'habitation informelles c) les écoles d) les centres de jeunes et les incubateurs d'innovation pour les jeunes) ». (p. 54)

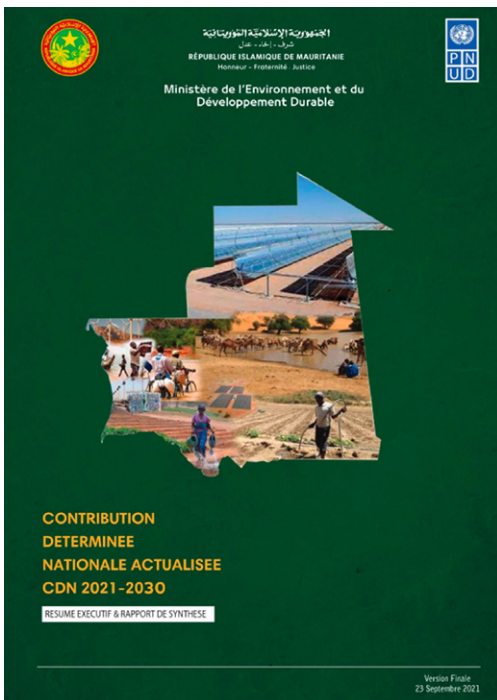
« Le changement transformateur repose sur la traduction des engagements en matière d'égalité des genres en actions pratiques qui s'attaquent aux causes profondes des inégalités, de la discrimination et de la répartition déséquilibrée des ressources, des relations de pouvoir inégales et de la marginalisation. Promouvoir l'égalité des genres, la justice sociale, l'inclusion et l'égalité des droits humains implique un changement stratégique dans la reconnaissance des circonstances différentes parmi et entre les groupes de femmes, d'hommes, de filles et de garçons qui appelle à aborder les priorités, à concevoir des actions, à planifier la mise en œuvre et à suivre les progrès d'une manière plus réactive et ciblée. » (p.22)

« Il est nécessaire de rationaliser le processus de création et de maintien d'emplois verts hautement qualifiés. La création d'un conseil des emplois verts ou d'un organisme similaire, avec une forte représentation du secteur privé et des principales parties prenantes du secteur public, pourrait être explorée. Cela pourrait mener les évaluations du côté de l'offre et du côté de la demande à identifier les lacunes de l'écosystème jordanien en termes de technologies vertes et de compétences en entrepreneuriat vert, en soutenant et en coordonnant le développement des compétences en technologies vertes et les activités de sensibilisation nationales dirigées par le secteur privé. » (p. 21)



Graphe 7. Carte de rapport pour la Jordanie

Mauritanie



En tant que pays vulnérable sur le plan du climat, dont les enfants supportent des risques climatiques élevés et pour qui l'éducation des filles devrait être particulièrement perturbée par l'augmentation des chocs climatiques, la CDN de la Mauritanie coche les cases lorsqu'il s'agit de s'occuper des enfants et des jeunes, du genre et de l'éducation au changement climatique.

La CDN de la Mauritanie mentionne brièvement dans son résumé analytique que le pays accorde la priorité à l'intégration des sujets liés au changement climatique dans ses programmes nationaux et considère cette action comme essentielle pour soutenir la mise en œuvre plus large de sa CDN.

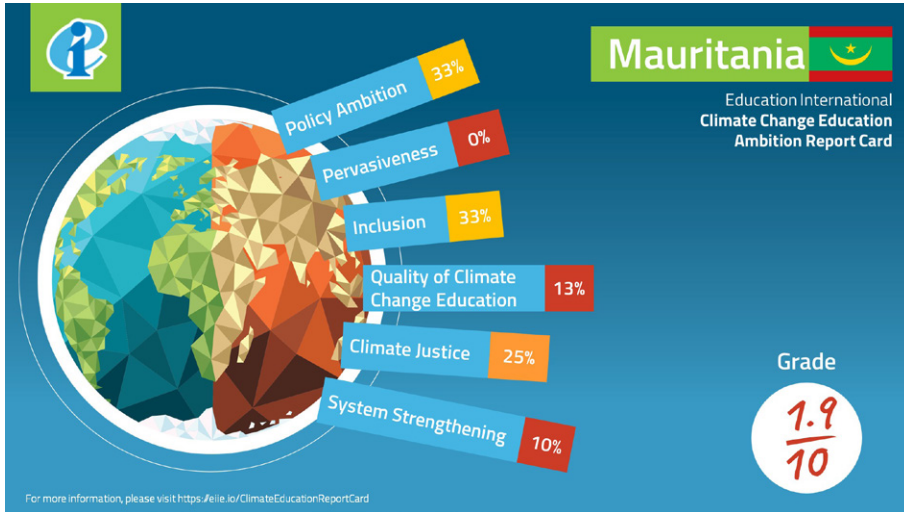
Pour mieux soutenir l'intégration et la mise en œuvre des dimensions transversales telles que le genre, la jeunesse et les droits humains dans

ses actions climatiques, la CDN de la Mauritanie affecte 10 % du budget de chaque projet lié à la CDN pour résoudre ces problèmes transversaux - un geste que les CDN d'autres pays n'ont pas respecté.

La CDN de la Mauritanie reconnaît également les contributions des groupes d'expert·e·s sur le genre, la jeunesse, l'emploi et l'éducation, et tente d'aligner les stratégies et les actions de la CDN sur les recommandations d'un groupe de travail d'expert·e·s sur l'action pour l'autonomisation climatique.

« Elles concernent également l'intégration des dimensions transversales dans les programmes et projet climat. Ainsi, l'intégration des dimensions genre, jeunesse et droits humains est prévue dans tous les projets et programmes développés dans le cadre de la CDN en lui réservant une part de 10% du budget de chaque programme ou projet (Estimation basée sur l'appréciation du groupe expert Genre/jeunesse/emploi/ éducation et du groupe de travail des experts se basant sur le programme de travail de Doha ainsi que l'accord de Paris en son article 12). De même, les aspects de création d'emplois et d'amélioration des cursus éducatifs pour la prise en charge des enjeux du changement climatique sont considérés parmi les priorités d'appui à la mise en oeuvre de la CDN.» (p. 49-50)

« Elles concernent également l'intégration des dimensions transversales dans les programmes et projet climat. Ainsi, l'intégration des dimensions genre, jeunesse et droits humains est prévue dans tous les projets et programmes développés dans le cadre de la CDN en lui réservant une part de 10% du budget de chaque programme ou projet (Estimation basée sur l'appréciation du groupe expert Genre/jeunesse/emploi/ éducation et du groupe de travail des experts se basant sur le programme de travail de Doha ainsi que l'accord de Paris en son article 12). De même, les aspects de création d'emplois et d'amélioration des cursus éducatifs pour la prise en charge des enjeux du changement climatique sont considérés parmi les priorités d'appui à la mise en oeuvre de la CDN.» (p. 50)



Graphe 8. Carte de rapport pour la Mauritanie

Conclusions et recommandations

Conclusions

De manière générale, le niveau des ambitions nationales en matière d'ECC est peu élevé.

Tel est particulièrement le cas dans les pays où l'on enregistre actuellement les plus hauts niveaux d'émission de gaz à effet de serre.

Les parties prenantes des secteurs de l'éducation et du climat doivent donc prendre des mesures urgentes pour :

- Intégrer le secteur de l'éducation à la politique climatique et à la prise de décisions,
- Positionner la main-d'œuvre de l'éducation parmi les parties prenantes à la question climatique et
- Renforcer la capacité des systèmes éducatifs à s'engager dans l'action climatique.

Les progrès réalisés par une poignée de pays en faveur de l'ECC montrent qu'il est possible de lui accorder la priorité dans le contexte des stratégies climatiques déployées dans les secteurs de l'énergie, des transports et d'autres secteurs techniques.

Le secteur de l'éducation peut s'inspirer de la réussite des défenseur·euse·s de la cause féminine, grâce à qui les pays ont pris conscience du caractère transversal de la question de l'égalité hommes-femmes dans leurs stratégies climatiques.

Recommandations

Pour les décideurs et décideuses :

Financer, doter en ressources et renforcer les systèmes éducatifs en tant que secteur clé pour la cause climatique.

Définir, en tant que stratégie climatique, une ECC de qualité, basée sur la science, orientée vers l'action climatique et fondée sur une approche intersectionnelle de la justice climatique.

Impliquer les enseignant·e·s et les éducateur·trice·s à titre de parties prenantes clés dans la politique climatique et la prise de décisions.

Pour les syndicats d'enseignants :

Identifier les obstacles et les besoins de capacité de la main-d'œuvre éducative et du système éducatif pour faire face à la crise climatique.

Mettre en relation les CDN et autres politiques climatiques avec les besoins pédagogiques des élèves les plus vulnérables et marginalisés.

Développer des mécanismes, à l'image de l'évaluation des ambitions nationales en matière d'ECC ici menée par l'Internationale de l'Éducation, afin de mettre les décideur·euse·s locaux·ales nationaux·ales, régionaux·ales et mondiaux·ales face à leurs responsabilités en ce qui a trait aux politiques d'ECC et à leur mise en œuvre.

Limitations

La méthodologie se proposait d'identifier les références générales à l'éducation dans les CDN et les stratégies climatiques, mais l'analyse a principalement mis l'accent sur les implications pour le secteur de l'éducation formelle.

Les parties prenantes devraient tenir compte du rôle important de l'éducation et de la formation non formelles et informelles, ainsi que d'autres dimensions de l'action pour l'autonomisation climatique visant le grand public.

En matière de mise en œuvre de l'ECC, les capacités des pays diffèrent. Dès lors, les échecs relevés dans la présente évaluation ne sauraient être abordés de façon comparable.

L'accent mis sur les CDN et les SNACC offre un aperçu de la politique climatique nationale qui ne rend toutefois pas nécessairement compte des progrès réalisés au niveau infranational ou communautaire.



Annexe. Liste des documents consultés

Général

Internationale de l'Éducation. <https://www.ei-ie.org/>

El Manifesto on Quality Climate Change Education for All. <https://eiie.io/manifesteIE>

United Nations Framework Convention on Climate Change. <https://unfccc.int/>

Principaux résultats (CDN)

Asie centrale et du Sud

Bangladesh. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Bangladesh First/Updated_NDC_of_Bangladesh.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Bangladesh%20First/Updated_NDC_of_Bangladesh.pdf)

Bangladesh (actualisé). [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Bangladesh First/NDC_submission_20210826revised.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Bangladesh%20First/NDC_submission_20210826revised.pdf)

Bouthan. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Bhoutan Second/Second NDC Bhoutan.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Bhoutan%20Second/Second%20NDC%20Bhoutan.pdf)

Inde. <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-08/India%20Updated%20First%20Nationally%20Determined%20Contrib.pdf>

Kyrgyzstan. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Kyrgyzstan First/Kyrgyzstan INDC_ENG_final.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Kyrgyzstan%20First/Kyrgyzstan%20INDC_ENG_final.pdf)

Kyrgyzstan (actualisé). <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Kyrgyzstan%20First/%D0%9E%D0%9D%D0%A3%D0%92%20ENG%20%D0%BE%D1%82%2008102021.pdf>

Maldives. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Maldives First/Maldives Nationally Determined Contribution 2020.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Maldives%20First/Maldives%20Nationally%20Determined%20Contribution%202020.pdf)

Népal. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Népal Second/Second Nationally Determined Contribution \(NDC\) - 2020.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Nepal%20Second/Second%20Nationally%20Determined%20Contribution%20(NDC)%20-%202020.pdf)

Pakistan. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Pakistan%20First/Pakistan%20Updated%20NDC%202021.pdf>

Sri Lanka. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Sri Lanka First/Amendmend to the Updated Nationally Determined Contributions of Sri Lanka.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Sri%20Lanka%20First/Amendmend%20to%20the%20Updated%20Nationally%20Determined%20Contributions%20of%20Sri%20Lanka.pdf)

Tadjikistan. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Tajikistan%20First/NDC_TAJIKISTAN_ENG.pdf

Ouzbékistan. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Uzbekistan%20First/Uzbekistan Updated%20NDC_2021_EN.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Uzbekistan%20First/Uzbekistan%20Updated%20NDC%202021_EN.pdf)

Europe et Amérique du Nord

Albanie. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Albania%20First/Albania%20Revised%20NDC.pdf>

- Andorre. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Andorra%20First/20200514-%20Actualitzaci%C3%B3%20NDC.pdf>
- Biélorussie. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Belarus%20First/Belarus_NDC_English.pdf
- Bosnie Herzégovine. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Bosnia-Herzegovina First/NDC BiH_November 2020 FINAL DRAFT 05 Nov ENG LR.pdf
- Canada. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Canada First/Canada's Enhanced NDC Submission_EN.pdf
- Union Européenne. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/France First/EU_NDC_Submission_December 2020.pdf
- Islande. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Islande First/Islande_updated_NDC_Submission_Feb_2021.pdf
- Monaco. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Monaco First/Monaco_NDC_2020.pdf
- Monténégro. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Monténégro First/Updated NDC for Monténégro.pdf>
- Norvège. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Norvège First/Norvège_updatedNDC_2020 \(Updated submission\).pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Norvège First/Norvège_updatedNDC_2020 (Updated submission).pdf)
- Moldavie. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Moldavie First/MD_Updated_NDC_final_version_EN.pdf
- Republic of North Macedonia. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/The Republic of North Macedonia First/Macedonian enhanced NDC \(002\).pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/The Republic of North Macedonia First/Macedonian enhanced NDC (002).pdf)
- Russie. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Russia First/NDC_RF_eng.pdf
- Serbie. https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-08/NDC%20Final_Serbia%20english.pdf
- Suisse. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Suisse First/Suisse_Full NDC Communication 2021-2030 incl ICTU.pdf
- Suisse (actualisé). https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Switzerland%20First/Swiss%20NDC%202021-2030%20incl%20ICTU_December%202021.pdf
- Ukraine. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Ukraine First/Ukraine NDC_July 31.pdf
- Royaume-Uni. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Royaume-Uni of Great Britain and Northern Ireland First/UK Nationally Determined Contribution.pdf>
- Royaume-Uni (actualisé). <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-09/UK%20NDC%20ICTU%202022.pdf>
- États-Unis. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/États-Unis of America First/États-Unis NDC April 21 2021 Final.pdf>

Asie de l'Est et du Sud-Est

- Brunei Darussalam. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Brunei Darussalam First/Brunei Darussalam's NDC 2020.pdf>
- Cambodge. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Cambodge First/20201231_NDC_Update_Cambodge.pdf
- Chine. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/China%20First/China%E2%80%99s%20Achievements,%20New%20Goals%20and%20New%20Measures%20for%20Nationally%20Determined%20Contributions.pdf>
- Democratique Corée du Sud. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Democratic People's Corée du Sud First/2019.09.19 DPRK letter to SG special envoy for NDC.pdf>
- Indonésie. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Indonésie First/Indonésie Updated NDC 2021.pdf>
- Indonésie (actualisé). <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-09/ENDC%20Indonesia.pdf>



- Japon. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Japon First/SUBMISSION OF Japon'S NATIONALLY DETERMINED CONTRIBUTION \(NDC\).PDF](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Japon%20First/SUBMISSION%20OF%20Japon'S%20NATIONALLY%20DETERMINED%20CONTRIBUTION%20(NDC).PDF)
- Japon (actualisé). [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Japan%20First/JAPAN_FIRST%20NDC%20\(UPDATED%20SUBMISSION\).pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Japan%20First/JAPAN_FIRST%20NDC%20(UPDATED%20SUBMISSION).pdf)
- Malaysia. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Malaysia First/Malaysia NDC Updated Submission to UNFCCC July 2021 final.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Malaysia%20First/Malaysia%20NDC%20Updated%20Submission%20to%20UNFCCC%20July%202021%20final.pdf)
- Mongolie. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Mongolie First/First Submission of Mongolie's NDC.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Mongolia%20First/First%20Submission%20of%20Mongolia's%20NDC.pdf)
- Birmanie. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Birmanie First/Birmanie Updated NDC July 2021.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Burma%20First/Burma%20Updated%20NDC%20July%202021.pdf)
- Laos. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Lao People's Democratic Republic First/NDC 2020 of Lao PDR \(English\), 09 April 2021 \(1\).pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Lao%20People's%20Democratic%20Republic%20First/NDC%20of%20Lao%20PDR%20(English),%2009%20April%202021%20(1).pdf)
- Philippines. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Philippines First/Philippines - NDC.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Philippines%20First/Philippines%20-%20NDC.pdf)
- Corée du Sud. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Corée du Sud First/201230_ROK's Update of its First NDC_editorial change.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/South%20Korea%20First/201230_ROK's%20Update%20of%20its%20First%20NDC_editorial%20change.pdf)
- Corée du Sud (actualisé). https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Republic%20of%20Korea%20First/211223_The%20Republic%20of%20Korea's%20Enhanced%20Update%20of%20its%20First%20Nationally%20Determined%20Contribution_211227_editorial%20change.pdf
- Singapour. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Singapour First/Singapour's Update of 1st NDC.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Singapore%20First/Singapore's%20Update%20of%201st%20NDC.pdf)
- Thaïlande. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Thaïlande First/Thaïlande Updated NDC.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Thailand%20First/Thailand%20Updated%20NDC.pdf)
- Viêt Nam. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Viêt Nam First/Viêt Nam_NDC_2020_Eng.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Vietnam%20First/Vietnam_NDC_2020_Eng.pdf)

Amérique latine et Caraïbes

- Antigua et Barbuda. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Antigua and Barbuda First/ATG - UNFCCC NDC - 2021-09-02 - Final.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Antigua%20and%20Barbuda%20First/ATG-UNFCCC%20NDC-2021-09-02-Final.pdf)
- Argentine. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Argentine Second/Argentine_Segunda Contribuci%C3%B3n Nacional.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Argentina%20Second/Argentina_Segunda%20Contribuci%C3%B3n%20Nacional.pdf)
- Argentine (actualisé). <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Argentina%20Second/Actualizaci%C3%B3n%20de%20emisiones%202030.pdf>
- Barbade. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Barbade First/2021 Barbade NDC update - 21 July 2021.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Barbados%20First/2021%20Barbados%20NDC%20update%20-%2021%20July%202021.pdf)
- Bélice. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Bélice First/Bélice Updated NDC.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Belize%20First/Belize%20Updated%20NDC.pdf)
- Bolivie. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Bolivia%20Second/NDC_Bolivia-2021-2030_UNFCCC_en.pdf
- Brésil. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Brésil First/Brésil First NDC \(Updated submission\).pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Brazil%20First/Brazil%20First%20NDC%20(Updated%20submission).pdf)
- Brésil (actualisé). <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Brazil%20First/Updated%20-%202021%20FINAL%20-%20PDF.pdf>
- Chili. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Chili First/Chili's_NDC_2020_english.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Chile%20First/Chile's%20NDC%202020%20english.pdf)
- Colombie. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Colombie First/NDC actualizada de Colombie.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Colombia%20First/Colombia%20NDC%20actualizada%20de%20Colombia.pdf)
- Costa Rica. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Costa Rica First/Contribuci%C3%B3n Nacionalmente Determinada de Costa Rica 2020 - Versi%C3%B3n Completa.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Costa%20Rica%20First/Contribuci%C3%B3n%20Nacionalmente%20Determinada%20de%20Costa%20Rica%202020-2030-Versi%C3%B3n%20Completa.pdf)
- Cuba. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Cuba First/Cuban First NDC \(Updated submission\)1.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Cuba%20First/Cuba%20First%20NDC%20(Updated%20submission)1.pdf)
- Dominique. <https://www4.unfccc.int/sites/default/files/2022-07/The%20Commonwealth%20of%20Dominica%20updated%20NDC%20July%202021%20-%20C.pdf>

- République Dominicaine. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/République Dominicaine First/République Dominicaine First NDC \(Updated Submission\).pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/République%20Dominicaine%20First/République%20Dominicaine%20First%20NDC%20(Updated%20Submission).pdf)
- Salvador. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/El%20Salvador%20First/El%20Salvador%20NDC-%20Updated%20Dic.2021.pdf>
- Grenade. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Grenade Second/GrenadeSecondNDC2020 - 01-12-20.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Grenade%20Second/Grenade%20Second%20NDC%20-01-12-20.pdf)
- Guatemala. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Guatemala%20First/Contribuci%C3%B3n%20Nacionalmente%20Determinada%20Guatemala.pdf>
- Guatemala (actualisé). <https://unfccc.int/sites/default/files/2022-06/NDC%20-%20Guatemala%202021.pdf>
- Haïti. <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/CDN%20Revisée%20Haïti%202022.pdf>
- Honduras. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Honduras First/NDC de Honduras Primera Actualizaci%C3%B3n.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Honduras%20First/NDC%20de%20Honduras%20Primera%20Actualizaci%C3%B3n.pdf)
- Jamaïque. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Jamaïque First/Updated NDC Jamaïque - ICTU Guidance.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Jamaïque%20First/Updated%20NDC%20Jamaïque%20-%20ICTU%20Guidance.pdf)
- Mexique. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Mexique First/NDC-Eng-Dec30.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Mexique%20First/NDC-Eng-Dec30.pdf)
- Nicaragua. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Nicaragua First/Contribuciones Nacionales_Determinadas_Nicaragua.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Nicaragua%20First/Contribuciones%20Nacionales%20Determinadas%20Nicaragua.pdf)
- Panama. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Panama First/CDN1 Actualizada Rep%C3%BAblica de Panam%C3%A1.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Panama%20First/CDN1%20Actualizada%20Rep%C3%BAblica%20de%20Panam%C3%A1.pdf)
- Paraguay. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Paraguay First/ACTUALIZACI%C3%93N DE LA NDC DEL PARAGUAY_Versi%C3%B3n Final.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Paraguay%20First/ACTUALIZACI%C3%93N%20DE%20LA%20NDC%20DEL%20PARAGUAY_Versi%C3%B3n%20Final.pdf)
- Pérou. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Pérou First/Reporte de Actualizaci%C3%B3n de las NDC del Pérou%CC%81.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Pérou%20First/Reporte%20de%20Actualizaci%C3%B3n%20de%20las%20NDC%20del%20Pérou%202021.pdf)
- Saint-Kitts-et-Nevis. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Saint%20Kitts%20and%20Nevis%20First/St.%20Kitts%20and%20Nevis%20Revised%20NDC_Updated.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Saint%20Kitts%20and%20Nevis%20First/St.%20Kitts%20and%20Nevis%20Revised%20NDC%20Updated.pdf)
- Sainte-Lucie. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Saint Lucia First/Saint Lucia First NDC \(Updated submission\).pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Saint%20Lucia%20First/Saint%20Lucia%20First%20NDC%20(Updated%20Submission).pdf)
- Suriname. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Suriname Second/Suriname Second NDC.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Suriname%20Second/Suriname%20Second%20NDC.pdf)
- Venezuela. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Venezuela%20\(Bolivarian%20Republic%20of\)%20First/Actualizaci%C3%B3n%20de%20la%20NDC%20de%20Venezuela.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Venezuela%20(Bolivarian%20Republic%20of)%20First/Actualizaci%C3%B3n%20de%20la%20NDC%20de%20Venezuela.pdf)

Océanie

- Australie. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Australie First/Australie NDC recommunication FINAL.PDF](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Australie%20First/Australie%20NDC%20recommunication%20FINAL.PDF)
- Australie (actualisé). <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/Australias%20NDC%20June%202022%20Update%20%283%29.pdf>
- Fidji. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Fidji First/Republic of Fidji's Updated NDC 2021.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Fidji%20First/Republic%20of%20Fidji's%20Updated%20NDC%202021.pdf)
- Nauru. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Nauru%20First/Nauru%20Updated%20NDC%20pdf.pdf>
- Nouvelle- Zélande. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Nouvelle- Zélande First/Nouvelle- Zélande NDC update 22 04 2020.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Nouvelle- Zélande%20First/Nouvelle- Zélande%20NDC%20update%2022%2004%202020.pdf)
- Nouvelle- Zélande (actualisé). <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/New%20Zealand%20First/New%20Zealand%20NDC%20November%202021.pdf>
- Papouasie- Nouvelle- Guinée. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Papouasie- Nouvelle- Guinée Second/PNG Second NDC.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Papouasie- Nouvelle- Guinée%20Second/PNG%20Second%20NDC.pdf)
- Republic of the Marshall Islands. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Marshall Islands Second/180924 rmi 2050 climate strategy final_0.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Marshall%20Islands%20Second/180924%20rmi%202050%20climate%20strategy%20final_0.pdf)



- Samoa. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Samoa Second/Samoa's Second NDC for UNFCCC Submission.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Samoa%20Second/Samoa's%20Second%20NDC%20for%20UNFCCC%20Submission.pdf)
- Îles Salomon. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Îles Salomon Second/NDC Report 2021 Final Îles Salomon.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Îles%20Salomon%20Second/NDC%20Report%202021%20Final%20Îles%20Salomon.pdf)
- Tonga. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Tonga Second/Tonga's Second NDC.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Tonga%20Second/Tonga's%20Second%20NDC.pdf)
- Vanuatu. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Vanuatu First/Vanuatu%E2%80%99s First Nationally Determined Contribution \(NDC\) \(Updated Submission 2020\).pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Vanuatu%20First/Vanuatu%E2%80%99s%20First%20Nationally%20Determined%20Contribution%20(NDC)%20(Updated%20Submission%202020).pdf)
- Vanuatu (actualisé). <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-08/Vanuatu%20NDC%20Revised%20and%20Enhanced.pdf>

Afrique du Nord et Asie de l'Ouest

- Arménie. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Arménie First/NDC of Republic of Arménie 2021-2030.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Arménie%20First/NDC%20of%20Republic%20of%20Arménie%202021-2030.pdf)
- Bahreïn. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Bahrain%20First/NDC%20of%20the%20Kingdom%20of%20Bahrain%20under%20UNFCCC.pdf>
- Égypte. <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-07/Egypt%20Updated%20NDC.pdf.pdf>
- Géorgie. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Géorgie First/NDC Géorgie_ENG WEB-approved.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Géorgie%20First/NDC%20Géorgie%20ENG%20WEB-approved.pdf)
- Irak. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/Pages/Party.aspx?party=IRQ&prototype=1>
- Israël. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/Pages/Party.aspx?party=ISR&prototype=1>
- Jordan. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Jordan%20First/UPDATED%20SUBMISSION%20OF%20JORDANS.pdf>
- Koweït. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Kuwait%20First/Kuwait%20Updating%20the%20first%20NDC-English.pdf>
- Liban. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Liban First/Liban's 2020 Nationally Determined Contribution Update.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Liban%20First/Liban's%202020%20Nationally%20Determined%20Contribution%20Update.pdf)
- Maroc. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Maroc First/Moroccan updated NDC 2021_Fr.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Maroc%20First/Moroccan%20updated%20NDC%202021%20Fr.pdf)
- Oman. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Oman Second/Second NDC Report Oman.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Oman%20Second/Second%20NDC%20Report%20Oman.pdf)
- Qatar. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Qatar First/Qatar NDC.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Qatar%20First/Qatar%20NDC.pdf)
- Arabie Saoudite. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Saudi%20Arabia%20First/KSA%20NDC%202021%20FINAL%20v24%20Submitted%20to%20UNFCCC.pdf>
- État de Palestine. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/State%20of%20Palestine%20First/Updated%20NDC_%20State%20of%20Palestine_2021_FINAL.pdf
- Tunisie. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Tunisia%20First/Tunisia%20Update%20NDC-french.pdf>
- Turquie. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Turkey%20First/The_INDC_of_TURKEY_v.15.19.30.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Turkey%20First/The%20INDC%20of%20TURKEY_v.15.19.30.pdf)
- Émirats Arabes Unis. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Émirats Arabes Unis Second/UAE Second NDC - UNFCCC Submission - English - FINAL.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Émirats%20Arabes%20Unis%20Second/UAE%20Second%20NDC%20-%20UNFCCC%20Submission%20-%20English%20-%20FINAL.pdf)
- Émirats Arabes Unis (actualisé). <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-09/UpdateNDC-EN-2022.pdf>

Afrique subsaharienne

- Angola. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Angola First/INDC Angola deposito.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Angola%20First/INDC%20Angola%20deposito.pdf)
- Benin. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Benin%20First/CDN_ACTUALISEE_BENIN.pdf

- Burkina Faso. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Burkina%20Faso%20First/Rapport%20CDN_BKFA.pdf
- Burundi. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Burundi%20First/CDN%20%20%20Burundi%20ANNEXE%201.pdf>
- Cap-Vert. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Cap-Vert%20First/Cap-Vert_NDC_Update_2021.pdf
- Cameroun. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Cameroon%20First/CDN%20r%C3%A9vis%C3%A9%20CMR%20finale%20sept%202021.pdf>
- République centrafricaine. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Central%20African%20Republic%20First/CDN%20Revis%C3%A9%20RCA.pdf>
- Tchad. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Chad%20First/CDN%20ACTUALISEE%20DU%20TCHAD.pdf>
- Comores. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Comoros%20First/CDN_r%C3%A9vis%C3%A9_Comores_vf.pdf
- République du Congo. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Congo%20First/CDN_Congo.pdf
- République Démocratique du Congo. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Democratic%20Republic%20of%20the%20Congo%20First/CDN%20Revis%C3%A9%20de%20la%20RDC.pdf>
- Côte d'Ivoire. https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/CDN_CIV_2022.pdf
- Éthiopie. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/%C3%89thiopie%20First/%C3%89thiopie's%20updated%20NDC%20JULY%202021%20Submission_.pdf
- Gabon. https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-07/20220706_Gabon_Updated%20NDC.pdf
- Gambie. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Gambia%20Second%20NDC/Second%20NDC%20of%20The%20Republic%20of%20The%20Gambia.pdf>
- Ghana. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Ghana%20First/Ghana's%20Updated%20Nationally%20Determined%20Contribution%20to%20the%20UNFCCC_2021.pdf
- Guinée. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Guinea%20First/CDN%20GUINEE%202021%20REVISION_VF.pdf
- Guinée Bissau. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Guinea-Bissau%20First/NDC-Guinea%20Bissau-12102021.Final.pdf>
- Kenya. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Kenya%20First/Kenya's%20First%20NDC%20\(updated%20version\).pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Kenya%20First/Kenya's%20First%20NDC%20(updated%20version).pdf)
- Libéria. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Liberia%20First/Liberia's%20Updated%20NDC%20FINAL%20\(002\).pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Liberia%20First/Liberia's%20Updated%20NDC%20FINAL%20(002).pdf)
- Malawi. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Malawi%20First/Malawi%20Updated%20NDC%20July%202021%20submitted.pdf>
- Mali. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Mali%20First/MALI%20First%20NDC%20update.pdf>
- Mauritanie. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Mauritania%20First/CDN-actualis%C3%A9%202021_%20Mauritania.pdf
- Maurice. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/Pages/Party.aspx?party=MUS&prototype=1>
- Mozambique. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Mozambique%20First/NDC_EN_Final.pdf
- Namibie. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Namibia%20First/Namibia's%20Updated%20NDC%20FINAL%2025%20July%202021.pdf>
- Niger. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Niger%20First/CDN_Niger_R%C3%A9vis%C3%A9_2021.pdf
- Nigeria. <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Nigeria%20First/NDC%20INTERIM%20REPORT%20SUBMISSION%20-%20NIGERIA.pdf>



- Nigeria (actualisé). [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Nigeria First/NIGERIA 2021 NDC-FINAL.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Nigeria%20First/NIGERIA%202021%20NDC-FINAL.pdf)
- Rwanda. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Rwanda First/Rwanda_Updated_NDC_May_2020.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Rwanda%20First/Rwanda_Updated_NDC_May_2020.pdf)
- Sao Tomé-et-Principe. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Sao Tome and Principe First/Updated_NDC_STP_2021_EN_.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Sao%20Tome%20and%20Principe%20First/Updated_NDC_STP_2021_EN_.pdf)
- Sénégal. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Sénégal First/CDNSénégal approuv%C3%A9e.pdf-.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/S%C3%A9n%C3%A9gal%20First/CDNS%C3%A9n%C3%A9gal%20approuv%C3%A9e.pdf-.pdf)
- Les Seychelles. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Les Seychelles First/Les Seychelles - NDC_Jul30th 2021_Final.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Les%20Seychelles%20First/Les%20Seychelles%20-%20NDC%20Jul30th%202021%20_Final.pdf)
- Sierra Leone. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Sierra Leone First/210804 2125 SL NDC \(1\).pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Sierra%20Leone%20First/210804%202125%20SL%20NDC%20(1).pdf)
- Somalie. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Somalie First/Final Updated NDC for Somalie 2021.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Somalia%20First/Final%20Updated%20NDC%20for%20Somalia%202021.pdf)
- Afrique du Sud. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Afrique du Sud First/Afrique du Sud updated first NDC September 2021.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/South%20Africa%20First/South%20Africa%20updated%20first%20NDC%20September%202021.pdf)
- Soudan du Sud. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Soudan du Sud First/Soudan du Sud Intended Nationally Determined Contribution.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/South%20Sudan%20First/South%20Sudan%20Intended%20Nationally%20Determined%20Contribution.pdf)
- Soudan du Sud (actualisé). [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Soudan du Sud Second/Soudan du Sud's Second Nationally Determined Contribution.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/South%20Sudan%20Second/South%20Sudan%20Second%20Nationally%20Determined%20Contribution.pdf)
- Soudan. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Soudan First/Soudan Updated First NDC-Interim Submission.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Sudan%20First/Sudan%20Updated%20First%20NDC%20Interim%20Submission.pdf)
- Swaziland (Eswatini). <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/Pages/Party.aspx?party=SWZ&prototype=1>
- Tanzanie. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/United Republic of Tanzania First NDC/Tanzanie_NDC_SUBMISSION_30 JULY 2021.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/United%20Republic%20of%20Tanzania%20First/Tanzania%20NDC%20SUBMISSION%2030%20JULY%202021.pdf)
- Togo. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Togo%20First/CDN%20Revis%C3%A9es_Togo_Document%20int%C3%A9rimaire_rv_11%2010%202021.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Togo%20First/CDN%20Revis%C3%A9es%20Togo%20Document%20int%C3%A9rimaire_rv_11%2010%202021.pdf)
- Ouganda. https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Uganda%20First/Uganda%20interim%20NDC%20submission_.pdf
- Ouganda (actualisé). https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-09/Updated%20NDC%20_Uganda_2022%20Final.pdf
- Zambie. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Zambie First/Zambie_Provisional_Updated_NDC_2020.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Zambia%20First/Zambia%20Provisional%20Updated%20NDC%202020.pdf)
- Zambie (actualisé). [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Zambia%20First/Final%20Zambia_Revised%20and%20Updated_NDC_2021_.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Zambia%20First/Final%20Zambia%20Revised%20and%20Updated%20NDC%202021_.pdf)
- Zimbabwe. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Zimbabwe First/Zimbabwe Revised Nationally Determined Contribution 2021 Final.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Zimbabwe%20First/Zimbabwe%20Revised%20Nationally%20Determined%20Contribution%202021%20Final.pdf)

Stratégies Nationales d'Apprentissage sur le Changement Climatique (SNACC)

Asie de l'Est et du Sud-Est

- Indonésie. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Indonésie First/Indonésie Updated NDC 2021.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Indonesia%20First/Indonesia%20Updated%20NDC%202021.pdf)

Amérique latine et Caraïbes

Central America. https://www.unclearn.org/sites/default/files/sica_plan_de_accion.pdf

République Dominicaine. [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/République_Dominicaine_First/République_Dominicaine_First_NDC_\(Updated_Submission\).pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/République_Dominicaine_First/République_Dominicaine_First_NDC_(Updated_Submission).pdf)

Afrique subsaharienne

Benin. https://www.unclearn.org/sites/default/files/benin_national_strategy_final.pdf

Éthiopie. https://www.unclearn.org/sites/default/files/Éthiopie_strategy_final_document_digital.pdf

Ghana. https://www.unclearn.org/sites/default/files/ghana_national_cc_and_ge_learning_strategy_final_jun_2016_0.pdf

Malawi. <https://www.unclearn.org/wp-content/uploads/2021/02/Updated-Malawis-Strategy-on-Climate-Change-Learning-2021.pdf>

Uganda. https://www.unclearn.org/sites/default/files/uganda_national_cc_learning_strategy_final_oct_2013.pdf

Zambie. <https://www.unclearn.org/wp-content/uploads/2021/04/FINAL-DraftNCCLS-3-National-Climate-Change-Learning-Final-Drafts9.pdf>

Zimbabwe. <https://www.unclearn.org/wp-content/uploads/2021/03/NCCLS.pdf>



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale



Cet outil est soumis à la licence Creative Commons Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage des Conditions Initiales à l'Identique 4.0.

Vous êtes autorisé à :

Partager — copier, distribuer et communiquer le matériel par tous moyens et sous tous formats

Adapter — remixer, transformer et créer à partir du matériel

Selon les conditions suivantes :

Attribution — Vous devez créditer l'œuvre, intégrer un lien vers la licence et indiquer si des modifications ont été effectuées à l'œuvre. Vous devez indiquer ces informations par tous les moyens raisonnables, sans toutefois suggérer que l'offrant vous soutient ou soutient la façon dont vous avez utilisé son Œuvre.

Pas d'Utilisation Commerciale — Vous n'êtes pas autorisé à faire un usage commercial de cette œuvre, tout ou partie du matériel la composant.

Partage dans les Mêmes Conditions — Dans le cas où vous effectuez un remix, que vous transformez, ou créez à partir du matériel composant l'œuvre originale, vous devez diffuser l'œuvre modifiée dans les même conditions, c'est à dire avec la même licence avec laquelle l'œuvre originale a été diffusée.

Les points de vue, recommandations et conclusions de cette étude sont ceux des auteur·rice·s, sauf mention contraire explicite, et ne sont pas nécessairement approuvés par l'Internationale de l'Éducation. Toutes les précautions raisonnables ont été prises afin de vérifier les informations contenues dans cette publication. Cependant, le matériel publié est distribué sans garantie d'aucune sorte, expresse ou implicite. Ni l'Internationale de l'Éducation, ni aucune personne agissant en son nom ne peuvent être tenues pour responsable de l'utilisation qui pourrait être faite de l'information qui y est contenue.

Vous pouvez télécharger le
manifeste de l'IE en scannant ou en
cliquant sur ce code QR:



L'ambition en matière d'éducation au changement climatique à l'heure du bilan

Une analyse des Contributions déterminées au niveau national (CDN) mises à jour soumises à la CCNUCC et des stratégies nationales d'apprentissage sur le changement climatique (SNACC)

Christina Kwauk
Octobre 2022 (version mise à jour)



Education International
Internationale de l'Education
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale

Siège

15 Boulevard Bischoffsheim
1000 Bruxelles, Belgique
Tél +32-2 224 0611
headoffice@ei-ie.org
www.ei-ie.org
[#unite4ed](https://twitter.com/unite4ed)

L'Internationale de l'Education représente les organisations d'enseignants et d'employés de l'éducation à travers le monde. Il s'agit de la plus grande fédération syndicale mondiale, représentant trente-deux millions d'employés de l'éducation par le biais de quatre cents organisations réparties dans cent soixante-dix pays et territoires à travers le monde. L'Internationale de l'Education regroupe tous les enseignants et employés de l'éducation.



Ce travail est sous licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International License.
(CC BY-NC-SA 4.0)

Photo de couverture: Education International

Publié par l'Internationale de l'Education - oct. 2022
ISBN 978-92-95120-43-3 (PDF)